



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 NOVEMBRE 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3441

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal, de nommer, le 22 novembre 1899, MM. Thomas Fleury, Cyrille Noël et Onésime Prévost, estimateurs de la municipalité de Saint-Philémon, comté de Bellechasse, en remplacement d'eux-mêmes.

J. E. ROBIDOUX,

Secrétaire de la province.

4165

Proclamations

PROCLAMATION.

EXTRAIT du chapitre XXV, statuts du Canada, 1869, "Acte concernant certaines infractions relatives à l'armée et à la marine de Sa Majesté."

SA Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th NOVEMBER, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3442

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, in virtue of the provisions of article 728 of the municipal code, to appoint, on the 22nd of November, 1899, Messrs. Thomas Fleury, Cyrille Noël and Onésime Prévost, valuers of the municipality of Saint Philémon, county of Bellechasse, continued in office.

J. E. ROBIDOUX,

Provincial secretary

4166

Proclamations

PROCLAMATION.

EXTRACT from Chapter XXV, Statutes of Canada, 1869 : "An Act respecting certain Offences relative to Her Majesty's Army and Navy."

HER Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows :—

Tout individu qui, n'étant pas un soldat enrôlé au service de Sa Majesté, ou un marin dans le service naval de Sa Majesté, par des paroles ou au moyen d'argent, ou par tous autres moyens que ce soit, directement ou indirectement, persuade ou engage, ou fait des pas et démarches ou des efforts pour persuader, inciter ou provoquer un soldat ou marin à désertir ou quitter le service de l'armée ou de la marine de Sa Majesté,—ou cache, reçoit ou assiste un déserteur du service de l'armée ou de la marine de Sa Majesté, sachant que c'est un déserteur,—pourra être convaincu de ce délit d'une manière sommaire devant deux juges de paix, ou devant le maire d'une cité et un juge de paix, ou devant un recorder, un juge des sessions de la paix, ou un magistrat de police, sur le témoignage d'un témoin ou de témoins dignes de foi, et sera alors passible d'une amende de quatre-vingts piastres au moins et n'excédant pas deux cents piastres, à la discrétion du tribunal devant lequel la conviction a lieu, avec dépens, et à défaut de paiement pourra être emprisonné pendant six mois au plus, ou jusqu'à ce que cette amende soit payée.

Quiconque achète, échange, détient ou reçoit de toute autre manière, d'un soldat ou déserteur, des armes, habillements ou ameublements appartenant à Sa Majesté, ou certains articles appartenant à un soldat ou déserteur, généralement regardés comme effets d'équipement, selon les usages de l'armée, ou fait changer la couleur de ces habillements ou articles,—ou échange, achète ou reçoit des provisions d'un soldat, sans la permission par écrit de l'officier commandant le régiment ou détachement auquel ce soldat appartient,—pourra être convaincu de ce délit en la manière mentionnée à l'article immédiatement précédent, et sera alors passible d'une amende de vingt piastres au moins, et n'excédant pas quarante piastres et les frais, et à défaut de paiement pourra être emprisonné pendant neuf mois au plus, ou jusqu'à ce que cette amende soit payée.

Une moitié de l'amende imposée en vertu des articles précédents sera remise au poursuivant ou à la personne qui aura contribué à faire condamner le contrevenant, et l'autre moitié appartiendra à la Couronne.

Tout individu raisonnablement soupçonné d'être un déserteur du service de Sa Majesté pourra être arrêté et traduit devant un juge de paix pour subir un interrogatoire; et s'il apparaît que c'est un déserteur, il sera détenu en prison jusqu'à ce qu'il soit réclamé par les autorités de l'armée ou de la marine, ou poursuivi conformément à la loi.

Nul n'ouvrira forcément un bâtiment pour y faire la recherche d'un déserteur, à moins d'avoir obtenu un mandat à cet effet d'un juge de paix, lequel mandat devra être fondé sur affidavit déclarant qu'il y a lieu de croire que le déserteur est caché dans ce bâtiment et qu'admission a été demandée et refusée; et quiconque s'opposera à l'exécution de ce mandat encourra une amende de quatre-vingts piastres, recouvrable sur conviction sommaire de la même manière que les autres amendes imposées par le présent acte.

Tout juge de paix, sur dénonciation faite sous serment ou affirmation, pourra lancer un mandat pour l'arrestation de tout individu accusé de quelque contravention au présent acte, comme dans le cas de toute autre contravention à la loi.

RÉCOMPENSES.

Une récompense, sans aucune déduction, de £2 sterling, sera payée à toute personne qui arrêtera et mettra en lieu de sûreté un déserteur de l'armée de Sa Majesté, pourvu qu'il agisse de sa propre connaissance, et non d'après le renseignement d'une autre personne.

A la personne qui donnera un renseignement ayant pour effet l'arrestation d'un déserteur de l'armée de Sa Majesté, une récompense de £1 sterling sera payée, et à la personne qui effectuera

Whosoever not being an enlisted soldier in Her Majesty's service, or a seaman in Her Majesty's Naval Service, by word or with money, or by any other means whatever, directly or indirectly persuades or procures, or goes about or endeavours to persuade, prevail on or procure any such soldier or seaman to desert, or leave Her Majesty's Military or Naval service, or conceals, receives or assists any deserter from Her Majesty's Military or Naval service, knowing him to be such deserter, may be convicted thereof in a summary manner before any two Justices of the Peace, or before the Mayor of any city and any one Justice of the Peace, or before any Recorder, Judge of the Sessions of the Peace or Police Magistrate, on the evidence of one or more credible witness or witnesses, and shall then be liable to a penalty not less than eighty dollars, nor more than two hundred dollars, in the discretion of the Court before which the conviction takes place, with costs, and in default of payment may be committed to gaol for any period not exceeding six months, or until such penalty is paid.

Whosoever buys, exchanges or detains, or otherwise receives from any soldier or deserter, any arms, clothing or furniture belonging to Her Majesty, or any such article belonging to any soldier or deserter as are generally deemed regimental necessities, according to the custom of the Army, or causes the colour of such clothing or articles to be changed, or exchanges, buys or receives from any soldier any provisions, without leave in writing from the Officer commanding the regiment or detachment to which such soldier belongs, may be convicted thereof in the manner mentioned in the next preceding section, and shall then be liable to a penalty of not less than twenty dollars, nor more than forty dollars and costs, and in default of payment be committed to gaol for a period not exceeding nine months, or until such penalty is paid.

One half the amount of any penalty imposed under any of the preceding sections shall be paid over to the prosecutor or person by whose means the offender has been convicted, and the other moiety shall belong to the Crown.

Any person reasonably suspected of being a deserter from Her Majesty's Service, may be apprehended and brought for examination before any Justice of the Peace, and if it appears that he is a deserter, he shall be confined in gaol until claimed by the military or naval authorities, or proceeded against according to law.

No person shall break open any building to search for a deserter unless he has obtained a warrant for that purpose from a Justice of the Peace, such warrant to be founded on affidavit that there is reason to believe that the deserter is concealed in such building, and that admittance has been demanded and refused; and any person resisting the execution of any such warrant shall thereby incur a penalty of eighty dollars, recoverable on summary conviction in like manner as any other penalties under this Act.

Any Justice of the Peace, upon information on oath or affirmation, may issue a warrant for the apprehension of any person charged with an offence against this Act, as in the case of other offences against the law.

REWARDS.

A reward, without any deduction whatever, of £2 sterling, will be paid to any person who shall apprehend and place in safe custody any deserter from Her Majesty's Army, provided he acted of his own knowledge, and not on information laid by another person.

To the person giving such information as shall lead to the arrest of a deserter from Her Majesty's Army, a reward of £1 sterling will be paid, and to the person who effects the arrest of such deserter

l'arrestation de tel déserteur la récompense sera de £1. sans aucune déduction dans chaque cas.

Le nom de toute personne donnant un renseignement au sujet de déserteurs ne sera pas divulgué.

Aussitôt qu'un déserteur est arrêté, on devra en informer le "D. A. A. General, Headquarters, Halifax."

Par ordre,

V. BISCOE, colonel,
Principal officer d'état-major.

Halifax, N.-E., 27 octobre 1899. 3803-3

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUÉ, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2815

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingtième jour de novembre 1899, incorporant William Allan Stanley Ayerst, chimiste ;

the reward shall be £1, without any deductions whatever in either case.

The name of any person giving information about deserters will not be divulged.

Immediately a deserter is captured information should be sent to the D. A. A. General, Headquarters, Halifax.

By order,

V. BISCOE, colonel,
Chief Staff Officer.

Halifax, N. S., 27th October, 1899. 3804

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our City of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

In TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

2816

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1899, incorporating William Allan Stanley Ayerst, chemist ; Frank Wyeth

Frank Wyeth Horner, chimiste ; Gerald A. Dillon, marchand, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; Samuel H. Thompson, commis ; Charles Edward Frosst, chimiste, tous deux de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté, dans les buts suivants, à savoir :

(a) De manufacturer, acheter et vendre des drogues, produits chimiques, médecines et préparations et spécialités médicales et de produits chimiques, et autres médecines de toutes sortes et descriptions et en faire le commerce ;

(b) D'agir comme agents pour les personnes, compagnies et sociétés faisant les affaires et le commerce des dits objets ;

(c) D'acquiescer et posséder toutes patentes d'invention, marques de commerce, dessins et formules concernant les dites drogues, produits chimiques et médecines ;

(d) De louer et vendre à autres le droit de manufacturer et vendre toutes drogues, produits chimiques, médecines, formules et marques de commerce d'icelles, sous le nom de "Charles E. Frosst & Co.," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de novembre 1899.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

4163

No. 2692.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande de changement de limites de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, les lots suivants du cadastre, savoir : depuis et y compris le lot 656 jusqu'au lot No 671 inclusivement, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le même comté.

Ce changement de limites, s'il est autorisé, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900.

4145

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6830.

Doncaster.

Lot 43, du 7e rang, à Rémi Collin.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries,
Québec, 18 novembre 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Horner, chemist ; Gerald A. Dillon, merchant, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, and Samuel H. Thompson, clerk ; Charles Edward Frosst, chemist, both of the city of Toronto, in the province of Ontario, and who all reside in Canada, and are subjects of Her Majesty, for the following object, viz :

(a) To carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in drugs, chemicals, medicines and chemical and medicinal preparations and specialties, and other medicines of all kinds and descriptions.

(b) To act as agents for persons, companies and firms doing business and dealing in such goods.

(c) To acquire and hold all patents of invention, trade-marks, designs and formulas respecting such drugs, chemicals and medicines.

(d) To lease and sell to others the right to manufacture and sell any such drugs, chemicals, medicines and the formulas and trade marks appertaining to the same, by the name of "Charles E. Frosst & Co.," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-first day of November, 1899.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

4164

No. 2692.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to change limits of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Pacôme, county of Kamouraska, the following cadastral lots, to wit : from and including lot 656 to lot No. 671 included, and annex them, for school purposes to the municipality of Notre-Dame du Mont Carmel, in the same county.

This change of limits, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July, 1900.

4146

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6830.

Doncaster.

Lot 43, in the 7th range, to Rémi Collin.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 18th November, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6831.

Wexford.
1er rang.Lot 11, à Roch Vallières.
Lot 12, à Eloi Vallières.
Lot 13, à Jos. Prévost.E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 18 novembre 1899.

PROVINCE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts R-fondus de Québec, savoir :

Adj. 6829.

Turgeon.
3e rang.Lot A, à Henri Chandler.
Lot 1, à Henri Chandler.
Lot 2, à J. E. Guillemet.

4e rang.

Lot 14, à A. A. Abel.
Lot 30, à Chs. Héroux.
Lot 31, à Chs. Héroux.

5e rang.

Lot 10, à Ald. Labrèche.
Lot 23, à Gaudias Roy.
Lot 25, à Adjutor Lemelin.
Lot 40, à Paul Filion.
Lot 41, à Jos. Filion.

6e rang.

Lot 13, à Maurice Lavoie.
Partie ouest du lot 29, à F. X. Baribeau.
Partie ouest du lot 30, à Jos. Lahaie.
Partie ouest du lot 31, à Henri Baribeau.
Partie ouest du lot 32, à Joseph Dufresne.

7e rang.

Lot 24, à Paul Vallières.
Lot 25, à Chs. Vallières.
Lot 28, à Ephrem Baribeau.
Lot 29, à F. X. Baribeau.
Lot 30, à Jos. Lahaie.
Lot 31, à H. Baribeau.
Lot 32, à Jos. Dufresne.E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 18 novembre, 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts R-fondus de Québec, savoir :

Canton Armand.

Rang C.

 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 31 et le lot 32, à Arsène Gagné.

Canton Montminy.

Lot 10, du 6e rang S. O., à Etienne Guilmet.

Canton Albanel.

Lot 38, du 5e rang, à John O'Connor.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 25 novembre 1899.

4133

Adj. 6831.

Wexford.
1st range.Lot 11, to Roch Vallières.
Lot 12, to Eloi Vallières.
Lot 13, to Jos. Prévost.E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 18th November, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6829.

Turgeon.
3rd range.Lot A, to Henri Chandler.
Lot 1, to Henri Chandler.
Lot 2, to J. E. Guillemet.

4th range.

Lot 14, to A. A. Abel.
Lot 30, to Chs. Héroux.
Lot 31, to Chs. Héroux.

5th range.

Lot 10, to Ald. Labrèche.
Lot 23, to Gaudias Roy.
Lot 25, to Adjutor Lemelin.
Lot 40, to Paul Filion.
Lot 41, to Jos. Filion.

6th range.

Lot 13, to Maurice Lavoie.
West part of lot 29, to F. X. Baribeau.
West part of lot 30, to Jos. Lahaie.
West part of lot 31, to Henri Baribeau.
West part of lot 32, to Joseph Dufresne.

7th range.

Lot 24, to Paul Vallières.
Lot 25, to Chs. Vallières.
Lot 28, to Ephrem Baribeau.
Lot 29, to F. X. Baribeau.
Lot 30, to Jos. Lahaie.
Lot 31, to H. Baribeau.
Lot 32, to Jos. Dufresne.E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 18th November 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Armand.

Range C.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 31 and lot 32, to Arsène Gagné.

Township Montminy.

Lot 10, of 6th range S. W., to Etienne Guilmet.

Township Albanel.

Lot 38, of 5th range, to John O'Connor.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 25th November, 1899.

4134

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 13 novembre 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Adhémar Jeannotte, écuyer, notaire public, du Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Antoine Lefebvre, en son vivant notaire public, à Sainte-Marthe, en la ville de Lachine dit district, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

4027-2 J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 7 novembre 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Napoléon Legault, écuyer, notaire public, de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de Fra. de Sales Octave Turcotte, écuyer, notaire public, de la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

3917-3 J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 25 octobre 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. E. M. Desrochers, éc., notaire public, de Saint-Hilaire, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu J. A. Authier, en son vivant éc., notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

3737-5 J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 13th November, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Adhémar Jeannotte, esquire, notary public, of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Antoine Lefebvre, notary public, in his lifetime at Sainte Marthe, in the town of Lachine said district, in virtue of the provisions of the Notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

4028 J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 7th November, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Joseph Napoléon Legault, esquire, notary public, of Vaudreuil, county of Vaudreuil, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Fra. de Sales Octave Turcotte, esquire, notary public, of the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

3918 J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 25th October, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by J. E. M. Desrochers, esquire, notary public, of Saint Hilaire, county of Rouville, district of Saint Hyacinthe, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late J. A. Authier, esquire, notary public, in his lifetime of the same place, in virtue of the provisions of the Notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

3738 J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height

hauteur des arches, l'espace entre les oulées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
4023 Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

EDOUARD J. LANGEVIN,
4021 Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES RÈGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.
JNO. G. BOURINOT,
4024 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

EDOUARD J. LANGEVIN,
4022 Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

ORDRE SPÉCIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Résolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4025

Greffier des Communes.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4026

Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same

des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

3437

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables,

manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

C. L. C.

3438

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any

soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amander telle charce, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than the of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décorer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

3439 Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.—Par commission en date du 20 octobre 1899, nommant J. H. Chapman, juge de paix pour le district de Saint-François, au lieu de J. A. Chapman.

Québec, 23 novembre 1899.

4195

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte.

C. S. TASSE, N. P.,

Procureur de la dite ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 18 novembre 1899.

4141

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Beauvillage de la Longue-Pointe s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi permettant à la dite corporation de faire des arrangements ou contrats avec toute compagnie ou personne s'engageant à établir et à exploiter une ligne de tramways munis par l'électricité ou autre pouvoir moteur dans les limites de la dite municipalité et en dehors de manière à relier le dit village avec la cité de Montréal; avec pouvoir d'acquiescer de gré à gré ou d'exproprier tout terrain du chemin

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

3440 Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.—By commission dated the 20th of October, 1899, appointing J. H. Chapman, justice of the peace for the district of Saint Francis, instead of J. A. Chapman.

Quebec, 23rd November, 1899.

4196

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the town of Saint Laurent will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend and consolidate its charter.

C. S. TASSE, N. P.,

Attorney of the said town of Saint Laurent.
Saint Laurent, 18th November, 1899.

4142

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Beauvillage de la Longue-Pointe will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of an act authorizing the said corporation to make all necessary agreements or contracts with any company or person who will undertake to construct and run a line of street railway driven by electricity or other motive power within the limits of the said corporation and even beyond the corporation limits so as to connect the said village with the city of Montreal; with power to acquire by

public dans le but d'établir la dite ligne de tramways, et autorisant la dite municipalité à accorder une franchise exclusive et une exemption de taxe à telle compagnie ou personne pour une période n'excédant pas trente ans ; et autorisant la dite corporation à payer seule toutes les dépenses nécessaires pour l'obtention pour la corporation de la paroisse de la Longue-Pointe, d'une loi semblable ; et donnant à la dite corporation tous autres pouvoirs nécessaires pour les fins susdites.

FORTIN & LAURENDEAU,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 novembre 1899.

4153

Avis est par les présentes donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte ; aussi pour l'autoriser à reconstruire les ponts Saint-Maurice, et à émettre des débetures pour cet objet, pour l'autoriser à émettre des débetures pour continuer la construction de l'aqueduc, pour le pavage, pour le drainage et pour la construction de nouvelles écoles. Avis est aussi donné que la hauteur des deux premières arches du côté ouest du grand pont que la corporation se propose de rebâtir sera d'au moins quarante-deux pieds au dessus du niveau de l'eau basse, et que l'espace entre les piliers de ces deux arches pour le passage des radeaux et navires sera de quatre-vingt-dix-neuf pieds et six pouces dans la première arche, et quatre-vingt-quatorze pieds dans la deuxième arche ; il n'y aura pas de pont tournant ; ces ponts pourront être construits en fer ou en bois. Les taux de péage seront fixés par la corporation, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L. T. DESAULNIERS,

Sec.-Trés., Corp. Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 15 novembre 1899.

4155

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de la Longue Pointe s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi permettant à la dite corporation de faire des arrangements ou contrats avec toute compagnie ou personne s'engageant à établir et à exploiter une ligne de tramways mûs par l'électricité ou autre pouvoir moteur dans les limites de la dite municipalité et en dehors de manière à relier la dite paroisse avec la cité de Montréal ; avec pouvoir d'acquérir de gré à gré ou d'exproprier tout terrain ou chemin public dans le but d'établir la dite ligne de tramways, et autorisant la dite municipalité à accorder une franchise exclusive et une exemption de taxe à telle compagnie ou personne pour une période n'excédant pas trente ans ; et donnant à la dite corporation tous autres pouvoirs nécessaires pour les fins susdites.

FORTIN & LAURENDEAU,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 novembre 1899.

4151

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'érection en une seule et même municipalité de tout le territoire composant la paroisse de la Visitation de la B. V. M., et pour l'annexion de la partie d'icelui située dans le comté de Nicolet, au comté d'Yamaska, pour les fins judiciaires de comté et d'enregistrement.

ALFRED BEAULAC,

Maire.

DONAT LAFOND,

Secrétaire-trésorier de la municipalité de

la partie sud de la paroisse de La

4173

Visitation de la B. V. M.

mutual agreement or by expropriation any land or public road for the establishment of the said street railway, and authorizing the said corporation to grant to said company or person an exclusive privilege and an exemption from all taxes for a period not exceeding thirty years ; and authorizing the said corporation to pay all necessary expenses to obtain for the corporation of the parish of Longue Pointe, the passing of a similar act ; and granting to the said corporation all such other necessary powers for the purposes above mentioned.

FORTIN & LAURENDEAU,

Solicitors for the said corporation.

Montreal, 14th November, 1899.

4154

Notice is hereby given that the city of Three Rivers will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of having its charter amended and consolidated ; also to authorize it to rebuild the Saint Maurice bridges, and to issue debentures for this purpose to authorize it to issue debentures to continue the building of a water works, for paving, drainage and for erecting new schools. Notice is also given that the height of the two first arches on the west side of the large bridge that the corporation proposes to rebuild will be of at least forty-two feet above the low water level, and that the space between the pillars of these two arches for the passage of rafts and vessels will be of ninety-nine feet six inches in the first arch, and ninety-four feet in the second arch ; there will be no swing-bridge ; both these bridges may be built of iron or of wood. The tolls will be fixed by the corporation, subject to the approval of the lieutenant-governor in council.

L. T. DESAULNIERS,

Sec.-Treas., Corp. Three Rivers.

Three Rivers, 15th November, 1899.

4156

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Longue Pointe will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of an act authorizing the said corporation to make all necessary agreements or contracts with any company or person who will undertake to construct and run a line of street railway driven by electricity or other motive powers within the limits of the said corporation and even beyond the corporation limits so as to connect the said village with the city of Montreal ; with power to acquire by mutual agreement or by expropriation any land or public road or the establishment of said street railway, and authorizing the said corporation to grant to said company or person an exclusion privilege and on exemption from all taxes for a period not exceeding thirty years ; and granting to the said corporation all such others necessary powers for the purposes above mentioned.

FORTIN & LAURENDEAU,

Solicitors for the said corporation.

Montreal, 14th November, 1899

4152

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, to erect into one single and same municipality all the territory composing the parish of the Visitation of the B. V. M., and to annex the part thereof situate in the county of Nicolet, to the county of Yamaska, for judicial county and registration purposes.

ALFRED BEAULAC,

Mayor.

DONAT LAFOND,

Of the municipality of the south

part of the parish of the

Visitation the B. V. M.

4174

AVIS

NOTICE

Est par le présent donné que Mesdames Charlotte Learmont, Helen Holton, Emily McDunnough, Florence Lyman, Jessie D. Turpin, Mary S. Bond, Delle Mabel Norton Evans et Delle Emma Thomas, toutes de Montréal, s'adresseront à la législature Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer et toutes autres personnes maintenant associées avec elles ou qui pourront s'associer à l'avenir sous le nom de "The Montreal Day Nursery," pour l'établissement et l'entretien de salles d'asiles de la cité de Montréal, pour le soin et l'éducation élémentaire des jeunes enfants des ouvrières pauvres, avec tels pouvoirs qui peuvent être nécessaires à l'accomplissement satisfaisant de leurs travaux de charité, y compris le droit d'acquérir et posséder des immeubles.

EDWARD HOLTON,
Soliciteur des requérantes.

Montréal 22 novembre 1899. 4167

Les héritiers de feu Eustache Prudhomme, grevés de substitution en vertu d'une donation portant substitution en date du 19 janvier 1861, par Maurice Gougeon et son épouse, en faveur du dit E. Prudhomme, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la vente des biens substitués en faveur du dit Prudhomme, et pour définir les droits des dits grevés.

F. D. MONK.

Procureur des héritiers Prudhomme.

Montréal, 14 novembre 1899. 4043-2

Avis est par le présent donné que les curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte pour autoriser les syndics à prélever une répartition sur les biens-fonds des catholiques de la dite paroisse, pour la construction d'une église, sacristie et presbytère, le droit de contracter des emprunts sur la dite répartition, et la confirmation de l'élection des syndics choisis par les francs-tenanciers, et autres pouvoirs et privilèges relatifs aux fins ci-dessus.

H. BRISSET, Ptre Curé,

4039-2 Pour les requérants.

AVIS.

Avis public est par le présent donné que les syndics de la paroisse de Saint-George, district de Beauce, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les autoriser à dresser un nouvel acte de coisation pour la construction de la nouvelle église de cette paroisse, au lieu et place de celui dressé par eux et homologué le 30 mars 1894.

C. N. HAMEL,

Procureur des requérants.

Quebec, 14 novembre 1899. 4049-2

Avis est par le présent donné que la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte, aux fins : 1° De confirmer et ratifier un règlement passé par la dite ville de Joliette, le 5 avril 1899, intitulé : "Règlement No 143, pour venir en aide à la compagnie du chemin de fer le Grand Nord, dans la construction de sa voie ferrée, en lui accordant un bonus et certains privilèges et avantages"; 2° De confirmer et ratifier un règlement passé par la dite ville de Joliette, le 14 avril 1899, intitulé : "Règlement No 144, pour amender le règlement No 143 susdit"; 3° De confirmer et ratifier un acte d'arrangement intervenu entre la dite ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand Nord, en conformité avec les susdits règlements Nos 143 et 144 passés, le dit acte, le 2 octobre 1899, en la cité de Québec, devant maître S. Alfred Lavallée, notaire, sous le No 583 des minutes du dit

Is hereby given that at the next session of the legislature of Quebec, Mesdames Charlotte Learmont, Helen Holton, Emily McDunnough, Florence Lyman, Jessie D. Turpin, Mary S. Bond, Miss Mabel Norton Evans and Miss Emma Thomas, all of Montreal, will apply for an act to incorporate them and all others who are now or may thereafter be associated with them, under the name of "The Montreal Day Nursery," for the establishment and maintenance in the city of Montreal, of nurseries, for the care and elementary education of the young children of poor working women, with such powers as may be necessary for the satisfactory performance of their charitable work, including the right to acquire and hold real estate.

EDWARD HOLTON,

Solicitor for petitioners.

Montreal, 22nd November, 1899. 4168

The heirs of the late E. Prudhomme, institutes under a deed of donation creating a substitution, dated the 19th of January, 1861, by Maurice Gougeon and his wife, in favor of said E. Prudhomme, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the sale of the said property substituted in favor of said E. Prudhomme, and defining the rights of said institutes.

F. D. MONK,

Attorney for said heirs Prudhomme.

Montreal, 14th November, 1899. 4044

Notice is hereby given that the curé and churchwardens de l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Paul of Montreal, will apply at the coming session of the Quebec legislature, for an act authorizing the trustees to levy an assessment upon the immoveable property of the catholics of the said parish, for the construction of the church, sacristy and parsonage, the power to borrow on the said assessment, and the ratification of the election of trustees selected by the free holder-inhabitants, and other powers and privileges connected with the above.

H. BRISSET, P. P.,

For the petitioners.

4040

NOTICE.

Public notice is hereby given that the trustees for the parish of Saint George, district of Beauce, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize them to make a new act of assessment for the construction of the new church of the parish, in place of the one made by them, homologated on the 30th March, 1894.

C. N. HAMEL,

Attorney for the petitioners.

Quebec, 14th November, 1899. 4050

Notice is hereby given that the town of Joliette will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to the purposes : 1. Of confirming and ratifying a by-law passed by the said town of Joliette, on the fifth of April, 1899, entitled by-law No. 143, to help the Great Northern Railway Company, in the construction of their railway, by granting to them a bonus and certain privileges and advantages; 2. Of confirming and ratifying a by-law passed by the said town of Joliette, on the 14th April, 1899, entitled by-law No. 144, to amend the above mentioned by-law No. 143; 3. Of confirming and ratifying a deed of agreement made between the said town of Joliette and the Great Northern Railway Company, accordingly to the said by-laws Nos. 143 and 144, the said deed passed on the 2nd October, 1899, in the city of Quebec, before maître S. Alfred Lavallée, notary, under number 583, of

notaire ; 4° D'assimiler aux taxes foncières ordinaires, à toutes fins que de droit, une somme de \$700, payable par la dite compagnie du chemin de fer le Grand Nord à la dite ville de Joliette, pour le prix de l'eau et de la lumière en vertu des clauses 13 et 14 du susdit règlement No 143 et des mêmes clauses de l'acte d'arrangement précité.

RENAUD & GUIBAULT,

Avocats et procureurs de la dite ville de Joliette.
Joliette, 14 novembre 1899. 4077-2

AVIS

Est par le présent donné que la Société du Crédit Foncier Franco-Canadien demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, un acte pour amender sa charte, en ce qui concerne (1°) la destination des fonds inemployés de la société, (2°) l'acquisition et la disposition de propriétés foncières; (3) les pouvoirs généraux du conseil d'administration.

Par ordre du conseil d'administration.

T. R. NELSON,

Secrétaire général.
4079-2

Avis public est par le présent donné que "The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer son nom, augmenter ses pouvoirs comme corporation, étendre ses affaires et pour autres fins.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 14 novembre 1899. 4085-2

AVIS

Est par le présent donné que Jacques Joseph Boisvert, de Québec, agent d'assurance, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Louis Alexandre Boisvert, en son vivant de Québec, hôtelier, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un bill privé déclarant valide à toutes fins que de droit, une vente d'une partie du lot du cadastre officiel de la cité de Québec, No 2098, consenti au dit Louis Alexandre Boisvert, le 5 septembre 1890, par George Henshaw Holt, de la paroisse de Saint-Jean d'Iberville, gentilhomme, représentant en vertu de procurations notariées, son épouse, Dame Ellen Macpherson, Dame Mary Macpherson, épouse séparée quant aux biens de James Hervey, de la paroisse de Saint-Raymond, commis, Dame Margaret Macpherson, de la cité de Montréal, veuve de Charles Gates Holt, en son vivant de Québec, conseil de la Reine, Dame Ellen Georgiana Burnham Holt, épouse de St. George Knight, de la ville de Lachine, teneur de livres, Demoiselle Margaret Cecilia Holt, de la cité de Montréal, fille majeure.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Procs. de L. A. Boisvert.

Québec, 15 novembre 1899. 3899.4

Avis est par le présent donné que la ville de Saint-Paul, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte afin d'obtenir des pouvoirs plus étendus pour établir ou permettre l'établissement, dans les limites de la dite ville, de tramways électriques et même en dehors des limites de la ville, de manières à relier la dite ville de Saint-Paul avec les cités de Saint-Henri et de Montréal, pour faire des arrangements avec toute compagnie de tramways électriques et avec les commissaires des chemins à barrières de Montréal, pour les mêmes fins, pour changer la qualification des électeurs, la composition du conseil et pour autres fins.

FORTIN & LAURENDEAU,

Procureurs de la dite ville de Saint-Paul.

Montréal, 7 novembre 1899. 3947.3

the minutes of the said notary ; 4. Of assimilating to ordinary ground taxes, for all legal purposes, the sum of \$700 payable by the said Great Northern Railway Company to the said town of Joliette, for the price of water and light in and by virtue of the clauses 13 and 14, of the said by-law 143 and of the same clauses of the said deed of agreement.

RENAUD & GUIBAULT,

Attorneys for the said town of Joliette.
Joliette, 14th November, 1899. 4078

NOTICE

Is hereby given that the Credit Foncier Franco-Canadien Company will apply at the coming session of the Quebec legislature, for an act to amend its charter, in respect of (1) the destination of the unemployed funds of the company ; (2) the acquisition and disposal of real estate ; (3) the general powers of the board of management.

By order of the board.

T. R. NELSON,

General secretary.
4080

Public notice is hereby given that "The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal," will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to alter its name, to enlarge its corporate powers, to extend its objects and for other purposes.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 14th November, 1899. 4086

NOTICE

Is hereby given that Jacques Joseph Boisvert, insurance agent, in his quality of testamentary executor of the late Louis Alexandre Boisvert, in his lifetime of Quebec, hotelkeeper, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passage of a private bill declared valid to all legal intents, a sale of a portion of official cadastral lot No. 2098, of the city of Quebec, made to the said Louis Alexandre Boisvert, on the 5th of September, 1890, by George Henshaw Holt, of the parish of Saint Jean d'Iberville, gentleman, representing in virtue of notarial powers of attorney, his wife, Dame Ellen Macpherson, Dame Mary Macpherson, wife separated as to property of James Hervey, of the parish of Saint Raymond, clerk, Dame Margaret Macpherson, of the city of Montreal, widow of Charles Gates Holt, in his lifetime of Quebec, Queen's Counsel, Dame Ellen Georgiana Burnham Holt, wife of St. George Knight, of the town of Lachine, book-keeper, Miss Margaret Cecilia Holt, of the city of Montreal, spinster.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Attys. of L. A. Boisvert.

Quebec, 15th November, 1899. 3810

Notice is hereby given that the town of Saint Paul, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter in order to obtain additional powers concerning the construction or the establishment, within the limits of the said town, of electric tramways and even beyond the town limits so as to connect the said town of Saint Paul with the cities of Saint Henry and of Montreal, to make all necessary contracts with any company of electric tramways and with the Montreal Turnpike Trust for the same purposes, to modify the qualification of the electors, the composition of the council and for other purposes.

FORTIN & LAURENDEAU,

Solicitors for the said town of Saint Paul.

Montreal, 7th November, 1899. 3948

Avis est par les présentes donné, que la ville de Joliette, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire amender et refondre sa charte.

RENAUD & GUIBAULT,
Procureurs de la dite ville de Joliette.
Joliette, 26 octobre 1899. 3795-4

Notice is hereby given, that an application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the town of Joliette, to have its charter amended and consolidated.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for the said town of Joliette.
Joliette, 26th October, 1899. 3796

Avis est par le présent donné que Mesdames William R. Dean, Frank Ross, Edward C. Fry, John Brown, Charles H. Shaw, David H. Geggie et Delle Louisa F. Pope et autres, toutes de la cité de Québec, formant pendant un certain nombre d'années la société connue comme "Ladies Branch of the Quebec City Mission", ayant pour objet la distribution de charité et pourvoyant aux besoins spirituels et temporels des protestants pauvres dans la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite société, sous le nom de "Ladies City Mission of Quebec", dans les buts susdits, leur donnant le pouvoir de ester en justice, faire des contrats, acquérir et posséder des meubles et immeubles, passer et amender des règlements concernant l'administration des affaires de la dite société, et pour autres pouvoirs nécessaires à son objet.

ARCHD. LAURIE,
Procureur des requérantes.
Québec, 4 novembre 1899. 3829-4

Notice is hereby given that Mesdames William R. Dean, Frank Ross, Edward C. Fry, John Brown, Charles H. Shaw, David H. Geggie and Miss Louisa F. Pope and others, all of the city of Quebec, forming for a number of years past the society known as the "Ladies Branch of the Quebec City Mission," having for its object the distribution of charity and providing for the spiritual and temporal needs of the protestant poor in the city of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session, to obtain a charter incorporating the said society, under the name of the "Ladies City Mission of Quebec", for the purposes aforesaid, giving them the power to *ester en justice*, to make contracts, to acquire and possess property moveable and immovable, to adopt and amend by-laws concerning the administration of the affairs of the said society, and other powers necessary to its object.

ARCHD. LAURIE,
Atty for applicants.
Quebec, 4th November, 1899. 3830

Avis est par le présent donné que David Ogilvy, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'admettant membre de l'Association des Architectes de la province de Québec.

Notice is hereby given that David Ogilvy, of the city and district of Montreal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passing of an act to admit him as a member of the Association of Architects of the province of Quebec.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,**
Solliciteurs du requérant.
Montréal, 31 octobre 1899. 3861-4

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,**
Solicitors for applicant.
Montreal, 31st October, 1899. 3862

Avis est par les présentes donné que demande sera faite par "La Compagnie de Pulpe des Laurentides, Limitée" (The Laurentide Pulp Company, Limited), à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte amendant l'acte incorporant le village de Grand-Mère, dans la province de Québec, aux fins de permettre à l'officier de la dite compagnie nommé à cette fin par son bureau de direction, de voter au nom de la dite compagnie au sujet de tout règlement, qui, d'après la loi, doit être soumise aux propriétaires d'immeubles dans ce village, et aussi de voter à l'élection des conseillers municipaux.

Notice is hereby given that application will be made by "The Laurentide Pulp Company, Limited," to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act incorporating the village of Grand'Mère, in the province of Quebec, in order to enable the officer of the said company appointed for that purpose by its board of directors, to vote in the name of the said company on all by-laws, which by-law, must be submitted to the proprietors of real estate in this village, and also to vote at the election of municipal councillors.

**McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,**
Procureurs de la requérante.
Montréal, 2 novembre 1899. 3883-4

**McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,**
Solicitors for applicant.
Montreal, 2nd November, 1899. 3884

Avis public est par le présent donné que les membres de la Congrégation des Juifs de Roumanie, Beth David, de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer sous le dit nom, avec pouvoir d'acquérir une propriété, tenir des registres des actes de l'état civil, d'exercer les autres droits concernant les corporations religieuses.

Public notice is hereby given that the members of the congregation known as The Congregation of Roumanian Jews, Beth David, of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an act to incorporate them under the said name, with power to acquire property, keep registers for acts of civil statut, and exercise other rights incidental to religious corporations.

LEWIS A. HART,
Notaire des requérants.
Montréal, 26 octobre 1899. 3781-5

LEWIS A. HART,
Notary for applicants.
Montreal, 26th October, 1899. 3782

Les héritiers de feu Narcisse Lecavalier, notaire, de Saint-Laurent, dans le district de Montreal, et de Marie Emélie Crevier, son épouse, donnent avis qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour autoriser le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault, en son vivant régistreur à Hochelaga et Jacques Cartier, du consentement des enfants majeurs, à vendre les fonds de terre relevant des

The heirs of the late Narcisse Lecavalier, notary, of Saint Laurent, in the district of Montreal, and of Marie Emelie Crevier, his wife, hereby give notice that they will petition the legislature of the province of Quebec, at the next session, to pass a law to authorize the tutor of the minor children of Flavien Filiatrault, in his lifetime registrar of Hochelaga and Jacques Cartier, with the consent of the children of age, to sell the immovable property be-

dites successions, sans formalités de justice et autres fins.

J. A. MAUCOTEL,
Tuteur aux enfants mineurs de Flavien Filiatrault
et exécuteur testamentaire du dit Filiatrault.
Montréal, 17 octobre 1899. 3877-4

longing to the said estates, without any judicial authorization and for other purposes.

J. A. MAUCOTEL,
Tutor of the minor children of Flavien Filiatrault and
testamentary executor of said Filiatrault.
Montreal, 17th October, 1899. 3788

Avis Divers

Avis est par le présent donné que "The Independent Order of Oddfellows," une association de bienfaisance et de secours mutuels, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Baltimore, dans l'Etat de Maryland, un des Etats-Unis d'Amérique, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions des articles 5375 et suivants des Statuts révisés de la province de Québec, tels qu'amendés par chapitre 34, de 59 Victoria (Québec).

W. HERBERT BURROUGHS,
Solliciteur des requérants,
Chambres 706 et 707,
New-York Life Building, Montréal.
Montréal, 18 novembre 1899. 4129

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2912.

Dame Marguerite Longtin, du village de Laprairie,
dans le district de Montréal, dûment autorisée à
ester en justice, épouse de Jean-Baptiste Brosseau,
bourgeois, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Jean-Baptiste Brosseau, Défendeur.
La demanderesse a intenté une action en séparation
de corps et de biens contre le défendeur.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 18 novembre 1899. 4137

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2265.

Dame Délina Boileau, épouse commune en biens
de Thomas Landry, peintre, des cité et district
de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Thomas Landry, peintre, du même lieu,
Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en
séparation de biens contre le défendeur.

DUPUIS & LUSSIER,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 20 novembre 1899. 4177

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 475.

Dame Fridoline Saint-Onge, de l'endroit appelé
Moose Park, dans le comté de Nicolet, épouse
commune en biens de sieur Josaphat Auger,
journalier, du même lieu, dûment autorisée à
ester en justice, par sentence judiciaire.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Josaphat Auger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le trois novembre courant.

J. A. LANE,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 10 novembre 1899. 4037-2

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "Independent Order of Oddfellows," a benevolent and mutual benefit association, having its chief place of business in the city of Baltimore, in the State of Maryland, one of the United States of America, will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, to be authorized to carry on business in the province of Quebec, according to the provisions of articles 5375 and following of the revised Statutes of the province of Quebec, as amended chapter 34, of 59 Victoria (Quebec).

W. HERBERT BURROUGHS,
Solicitor for applicants,
Rooms 706 and 707,
New York Life Building, Montreal,
Montreal, 18th November, 1899. 4130

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2912.

Dame Marguerite Longtin, of the village of Laprairie,
in the district of Montreal, being duly authorized to pursue this action, wife of Jean Baptiste Brosseau, gentleman, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Jean Baptiste Brosseau, Defendant.
The plaintiff has taken an action for separation
as to bed and board and as to property against
defendant.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Advocates for the plaintiff.
Montreal, 18th November, 1899. 4138

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2265.

Dame Délina Boileau, wife common as to property
of Thomas Landry, painter, of the city and district
of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Thomas Landry, painter, of the same
place, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against the defendant.

DUPUIS & LUSSIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 20th November, 1899. 4178

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court.*
No. 475.

Dame Fridoline Saint Onge, of the place called
Moose Park, in the county of Nicolet, wife common
as to property of Josaphat Auger, laborer,
of the same place, duly authorized to ester en
justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Josaphat Auger, Defendant.
An action for separation as to property was
instituted in this case, on the third day of November
instant.

J. A. LANE,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 10th November, 1899. 4038

AVIS

Dame Marie Emma Bergeron, des cité et district des Trois-Rivières, a, ce jour, institué, devant la cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Abraham Kemner dit Laflamme, marchand, du même lieu.

R. S. COOKE,

Proc. de la demanderesse.

Trois-Rivières, 2 novembre 1899. 3891-3

Canada, }
Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1207.

Dame Isabella Scally, de Chaudière, dans le district de Québec, épouse de William Dean, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

William Dean, de Chaudière, dans le district de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause.

W. H. DAVIDSON,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 4 novembre 1899. 4067-2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Philomène Girard, de la paroisse de Saint-Germain de Grantham, épouse commune en biens de Henri Bastien, du même lieu, hôtelier,

Demanderesse ;

vs

Le dit Henri Bastien, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

W. J. WATTS,

Procureur de la demanderesse.

9 novembre 1899. 3969.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2058.

Octavie Metras, de la ville de Saint-Lambert, district de Montréal, épouse commune en biens de Michel Mailloux, du même lieu,

Demanderesse ;

vs

Michel Mailloux, du même lieu, Défendeur ;

Une action en séparation de biens est intentée ce jour, contre le défendeur.

MASSON & LAMOTHE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 8 novembre 1899. 4009-3

Cour Supérieure. — Québec.

No 1841.

Emilienne Forest, épouse de Joseph Raymond, marchand, tous deux de la paroisse de Sainte-Anne de Beupré, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

TASCHEREAU, LAVERY,

RIVARD & CHAUVEAU.

Avocats de la demanderesse.

Québec, 9 novembre 1899. 4013-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2168.

Dame Herminie Boivin, des cité et district de Montréal, épouse de Stanislas Loyer alias Dusablon, du même endroit, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

BERARD & BRODEUR,

Avocats de la d. manderesse.

Montréal, 26 octobre 1899. 3855-4

NOTICE

Dame Marie Emma Bergeron, of the city and district of Three Rivers, has, this day, instituted, in superior court of said district, an action for separation as to property against her husband, Abraham Kemner dit Laflamme, trader, of the same place.

R. S. COOKE,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 2nd November, 1899. 3892

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1207.

Dame Isabella Scally, of Chaudière, in the district of Quebec, wife of William Dean, of the same place, farmer, duly authorized for the purposes of the present suit, Plaintiff ;

vs

William Dean, of Chaudière, in the district of Quebec, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted in this cause.

W. H. DAVIDSON,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 4th November, 1899. 4068

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Philomène Girard, of the parish of Saint-Germain de Grantham, wife common as to property of Henri Bastien, of the same place, hotel, keeper,

Plaintiff ;

vs

The said Henri Bastien, Defendant.

An action for separation as to property has been taken by the plaintiff against the defendant, this day.

W. J. WATTS,

Attorney for plaintiff.

9th November, 1899. 3970.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2058.

Octavie Metras, of the town of Saint Lambert, district of Montreal, wife common in property of Michel Mailloux, of the same place,

Plaintiff ;

vs

Michel Mailloux, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

MASSON & LAMOTHE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th November, 1899. 4010

Superior Court. — Québec.

No. 1841.

Emilienne Forest, wife of Joseph Raymond, merchant, both of the parish of Sainte Anne de Beupré, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

TASCHEREAU, LAVERY,

RIVARD & CHAUVEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 9th November, 1899. 4014

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2168.

Dame Herminie Boivin, of the city and district of Montreal, wife of Stanislas Loyer alias Dusablon, of the same place, has, this day, instituted an action in separation of properties against her said husband.

BERARD & BRODEUR,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th October, 1899. 3856

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2920.

Dame Marie Exilda Filion *alias* Brault, de la cité de Saint-Henri, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Jean *alias* Frederic Gosselin, bourgeois, du même lieu.

LACOSTE & PRIMEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1899. 3719-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Jeanne Claude, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse commune en biens de Prosper Laplante, fils, navigateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Prosper Laplante, fils, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 octobre 1899. 3715-5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6556.

Dame Odaille Roy, du village de Eastman, dans le dit district, épouse commune en biens de Saul Daignault, du même lieu, hôtelier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Saul Daignault, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour, une action en séparation de corps et de biens, contre le défendeur.

J. C. McCORKILL,

Procureur de la demanderesse.

[Sweetsburg, 12 octobre 1899. 3899-3

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 149.

Dame Marie Aurélie Beauregard, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Félix Rainville, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Félix Rainville, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

FONTAINE & FONTAINE,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 31 octobre 1899. 3895-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2107.

Justina Mireault, épouse commune en biens de Ferdinand Deslauriers, menuisier, tous deux de Saint-Henri, dit district.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens.

PRIMEAU & CODERRE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1899. 3729-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2174.

Marie Lessard, épouse de Charles Bouchard, menuisier, tous deux de la cité de Montréal, dit district, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. A. MARSAN,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 27 octobre 1899. 3841-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2920.

Dame Marie Exilda Filion *alias* Brault, of the city of Saint Henri, said district, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, John *alias* Frederic Gosselin, gentleman, of the same place.

LACOSTE & PRIMEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd October, 1899. 3720

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Jeanne Claude, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Prosper Laplante, junior, of the same place, navigator, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Prosper Laplante, junior, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th October, 1899. 3716

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6556.

Dame Odaille Roy, of the village of Eastman, in said district, wife common as to property of Saul Daignault, of the same place, hotelkeeper, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Saul Daignault, Defendant.
The plaintiff has, this day, taken an action for separation as to bed and board, and as to property, against defendant.

J. C. McCORKILL,

Attorney for said plaintiff.

Sweetsburg, 12th October, 1899. 3900

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 149.

Dame Marie Aurélie Beauregard, of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, in the district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Félix Rainville, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Félix Rainville, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

FONTAINE & FONTAINE,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 31st October, 1899. 3896

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2107.

Justina Mireault, wife common as to property of Ferdinand Deslauriers, joiner, both of Saint-Henry, said district.

Plaintiff has taken an action in separation as to property.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd October, 1899. 3730

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2174.

Marie Lessard, wife of Charles Bouchard, joiner, both of the city of Montreal, said district, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

G. A. MARSAN,

Advocate for Plaintiff.

Montreal, 27th October, 1899. 3842

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
Dame Margueret Wallace, de la ville de Saint-Jean,
district d'Iberville, dûment autorisée à ester en
justice, épouse de Henry Fairfield, commerçant,
du même lieu,
Demanderesse ;

vs.
Henry Fairfield, commerçant, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le troisième jour de novembre cou-
rant.

L. A. GOSSELIN,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 4 novembre 1899. 3925-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 580.
Dame Helen C. Schleiffers, de la ville de Saint-
Louis, district de Montréal, épouse commune en
biens de Charles A. Candlish, du même lieu, lai-
tier, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Charles A. Candlish, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise en
cette cause, le 26 octobre 1899.

HENRY TUCKER,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 27 octobre, 1899. 3839-4

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3106.
Dame Marie Poméla Hénault, de la paroisse de
l'Épiphanie, dans le district de Joliette, épouse
de Jean-Baptiste Trefflé Richard, du même lieu,
et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Jean-Baptiste Trefflé Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause le 6 novembre 1899.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Avocats pour la demanderesse.
Joliette, 10 novembre 1899. 4001-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Elmire Paquette, des cité et district de Montréal,
épouse commune en biens de Misael Germain,
ferblantier-plombier, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Misael Germain, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour en cette cause.

TAILLEFER & POLIQUIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 3 novembre 1899. 4006-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois
après la dernière publication de cet avis, dans la
Gazette Officielle de Québec, une demande sera faite
à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en con-
seil, pour obtenir une charte d'incorporation par
lettres patentes de la province de Québec, en
vertu des dispositions de la loi corporative des com-
pagnies à fonds social, incorporant les requérants et
telles autres personnes qui pourront devenir action-
naires de la compagnie proposée, en corps politique
et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après
mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The
Canadian Food Supply Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est deman-
dée est de mettre la viande, fruits, végétaux en
canistre pour conservation, et aussi de faire le com-
merce des produits de ferme et en général de manu-
facturer les préparations alimentaires.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
Dame Margueret Wallace, of the town of Saint
Johns, in the district of Iberville, being duly
authorized to pursue this action, wife of Henry
Fairfield, trader and merchant, of the same place,
Plaintiff ;

vs.
Henry Fairbeld, trader and merchant, of the same
place, Defendant.
An action for separation of property has been
taken in this case, on the third day of this month
of November.

L. A. GOSSELIN,
Advocate for the plaintiff.
Saint Johns, 4th November, 1899. 3926

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 580.
Dame Helen C. Schleiffers, of the town of Saint
Louis, in the district of Montreal, wife common
as to property of Charles A. Candlish, of the
same place, milkman, and duly authorized to
ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Charles A. Candlish, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause, on the 26th October, 1899.

HENRY TUCKER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 27th October, 1899. 3840

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3106.
Dame Marie Poméla Hénault, of the parish of
l'Épiphanie, in the district of Joliette, wife of
Jean-Baptiste Trefflé Richard, of the same place,
and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
The said Jean-Baptiste Trefflé Richard, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this case the 6th November, 1899.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 10th November, 1899. 4002

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Elmire Paquette, of the city and district of Mon-
treal, wife common as to property of Misael
Germain, tinsmith, of the same place, Plaintiff ;

vs.
The said Misael Germain, Defendant.
An action for separation as to property has been
taken to-day in this case.

TAILLEFER & POLIQUIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd November, 1899. 4006

Notice is hereby given that, within one month
from the last publication of this notice, in the
Quebec Official Gazette, application will be made to
His Honor the lieutenant-governor in council, for
a charter of incorporation and letters patent, of
the province of Quebec, under the provisions of the
joint stock company's act, to incorporate the appli-
cants and such other persons as may become share-
holders in the proposed company, as a body politic
and corporate, under the name and for the purposes
hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be
"The Canadian Food Supply Company."

2. The object for which incorporation is sought
is for the purpose of the canning and preserving of
meat, fruits and vegetables, and also to deal in farm
produce and generally to manufacture food prepara-
tions.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$50.00 chacune.

5° Les noms au long des requérants sont : William Purdy, marchand ; James Lawson, manufacturier ; Alexander Dunlop, gentilhomme ; Ethan Bailey, commis, et Samuel Jamieson, marchand, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 22 novembre 1899. 4175

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

(1) Le nom corporatif de la compagnie sera "Canadian Cash Stamp Company".

(2) Le but de la compagnie est d'encourager les transactions au comptant entre marchands de détail et leur clientèle par un système d'escompte au moyen de timbres.

(3) Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$10,000, divisé en 100 action de \$100.00 chacun.

(4) La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

(5) Les noms, occupation et résidence de chaque requérant sont comme suit :

Philias Graveline, marchand, de Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville, Qué. ; Xavier Gervais, fermier, d'Emberton, Qué. ; Onésime Gauvin, marchand, de Pawtucket, R. I. ; Adélard Désautels, commis, de Montréal.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,
Avocats des requérants.
Montréal, 28 octobre 1899. 3819-4

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des sections 4694, et suivantes, des statuts révisés de la province de Québec, 1888, et amendements, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, proposée, en corps politique et incorporé, dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Wire and Cable Company Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont les suivantes, à savoir :

(a) Manufacturer et extraire le cuivre et autres métaux, et de manufacturer du fil métallique, tiges, câbles, lampes, portes et articles en métal travaillé et leurs accessoires et en faire le commerce ;

(b) Manufacturer toute sorte d'appareils et métaux et ce qui s'y rapporte, employés par les compagnies de téléphone, télégraphe, lumière, pouvoir, câble, hydraulique ou à air comprimé, et en faire le commerce ; et de construire ou entreprendre pour d'autres des téléphone, télégraphe, lumière, pouvoir, câble, lignes hydrauliques ou à air comprimé ou

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal and province of Quebec.

4. The proposed capital stock of the company is to be \$50,000, divided into 1,000 shares of \$50.00 each.

5. The names in full of the applicants are : William Purdy, merchant ; James Lawson, manufacturer ; Alexander Dunlop, gentleman ; Ethan Bailey, clerk, and Samuel Jamieson, salesman, all of the city and district of Montreal, who will be the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,
Solicitors for applicants.
Montreal, 22nd November, 1899, 4171

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

(1) The corporate name of the company is to be "Canadian Cash Stamp Company".

(2) The object of the company is to encourage cash transactions between retail merchants and their clients by a system of stamps discount.

(3) The amount of the capital stock of the said company shall be \$10,000, divided with 100 shares of \$100.00 each.

(4) The principal place of business of the said company shall be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

(5) The names, occupation and residence of each of the applicants is as follows :

Philias Graveline, merchant, of Saint Jean Baptiste, Rouville county, Que. ; Xavier Gervais, farmer, of Emberton, Que. ; Onésime Gauvin, merchant, of Pawtucket, R. I. ; Adélard Désautels, clerk, of Montreal.

DANDURAND, BRODEUR & ROYER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 28th, October 1899. 3820

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of sections 4694, and following, of the revised Statutes of the province of Quebec, 1888, and amendments, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders of the said proposed company, a body politic and corporate, for the purposes and objects hereinafter mentioned.

1. The name of the proposed company is to be "The Wire and Cable Company, Limited."

2. The objects for which incorporation is sought are the following, to wit :

(a) To deal in, manufacture and draw brass, copper and other metals, and to manufacture wires, rods, cables, lamps, castings and wrought metal articles, and their accessories ;

(b) To manufacture and deal in every description of apparatus and metal, and the appurtenances of the same, used in connection with the business of telephone, telegraph, light, power, cable, hydraulic or compressed air companies ; and to construct or contract for the construction for others, of telephone, telegraph, light, power, cable, hydraulic or

matériel et appareils ou articles en rapport avec ceux ;

(c) Acquérir ou louer des téléphone, télégraphe, lumière, pouvoir, cable, appareils hydrauliques ou à air comprimé, travaux, lignes ou appareils, ou aucune partie d'iceux, d'aucune personne ou personnes, et de posséder, employer et mettre en opération, ou avancer l'argent à d'autres pour construire ou mettre en opération tel matériel, travaux, lignes ou appareils ;

(d) Devenir actionnaire dans aucune compagnie ou corporation de téléphone, télégraphe, lumière, pouvoir, cable, hydraulique ou à air comprimé, métaux, fil métallique ou cuivre, ou s'amalgamer à icelle ;

(e) Obtenir et posséder, ou mettre en opération, acquérir, louer ou donner des patentes ou droits de patentes, ou dessins industriels, et de les vendre, louer ou en disposer autrement ;

(f) Acheter, prendre, louer ou acquérir autrement aucuns meubles ou immeubles, droits, impôts ou privilèges qui peuvent être nécessaires ou utiles pour conduire les affaires de la compagnie ;

(g) Louer, vendre, transporter, abandonner tous droits, hypothéquer la propriété personnelle acquise par la compagnie ou en disposer autrement, et dans ce but signer, sceller, faire et donner tous les actes nécessaires, transports, baux, hypothèques, décharges et autres documents nécessaires à ces fins ;

(h) Prendre et accepter des privilèges et hypothèques, charges ou droits réels sur meubles ou immeubles, ou aucune autre garantie de clients ou autres débiteurs de la compagnie, de la mettre en force et de vendre ou de donner toutes tels garanties que les directeurs de la compagnie peuvent considérer nécessaires, ou en disposer autrement ;

(i) Et en général de faire toutes autres choses qui peuvent être requises, en rapport ou avantageuses à l'avancement des objets susdits, ou aucuns d'eux.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000).

5° Le nombre d'actions sera de mille (1000), et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Charles Fleetford Size, président de The Bell Telephone Company of Canada, Ltd. ; Robert MacKay, marchand ; Charles Cassils, marchand ; Robert Archer, gentilhomme ; Hugh Paton, président de The Shedden Company, Ltd. ; Lewis B. McFarlane, électricien ; Charles P. Slater, comptable, tous des cit et district de Montréal, dans la dite province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et la majorité sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 novembre 1899.

4041-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouvernement en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes de la province de Québec, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Tetrault Shoe Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est

compressed air lines or plant, and appliances or articles used in connection therewith ;

(c) To purchase or lease telephone, telegraph, light, power, cable, hydraulic or compressed air plants, works, lines or apparatus, or any portion thereof, from other companies or corporations, or from any person or persons, and to own, use and operate, or to advance money to others, to build or operate such plant, works, lines or apparatus ;

(d) To become a shareholder in, or amalgamate with any telephone, telegraph, light, power, cable, hydraulic or compressed air, metal, wire or brass company or corporation ;

(e) To obtain and hold, or operate, and to purchase, lease or give license patents or patent rights, or industrial designs, and to sell, lease or otherwise dispose of the same ;

(f) To purchase, take, lease or otherwise acquire, any real or personal property, rights, assessments or privileges, which may be necessary or convenient for the purpose of carrying on the business of the company ;

(g) To lease, sell, transfer, quit claim, mortgage, hypothecate or otherwise deal with the personal property acquired by the company, and for such purposes to sign, seal, execute and deliver all necessary deeds, conveyances, bonds, mortgages, releases and other documents necessary in the premises ;

(h) To take and accept mortgages, hypothecs, charges or liens on real or personal property, or any other security whatsoever, from customers or other debtors of the company, and enforce the same, and to sell or assign or otherwise dispose of, all or any of such securities as the directors of the company may consider necessary ;

(i) And generally to do such other things as may be required or are incidental or conducive to the attainment of the objects aforesaid, or any of them.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be one hundred thousand dollars (\$100,000).

5. The number of shares is to be one thousand (1000), and the amount of each share one hundred dollars (\$100.00).

6. The names in full and addresses and calling of each of the applicants are as follows :

Charles Fleetford Size, president of The Bell Telephone Company of Canada, Ltd. ; Robert MacKay, merchant ; Charles Cassils, merchant ; Robert Archer, gentleman ; Hugh Paton, president of The Shedden Company, Ltd. ; Lewis B. McFarlane, electrician ; Charles P. Slater, accountant, all of the city and district of Montreal, in the said province of Quebec, who are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are residents of Canada, and the majority british subjects.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,

Solicitors for applicants.

Montreal, 13th November, 1899.

4042

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "The Tetrault Shoe Company."

2. The objects for which incorporation is sought,

demandée, sont de manufacturer, acheter et vendre du cuir et des chaussures et en faire le commerce.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$75,000.00 divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long des requérants sont : Joseph O. N. Tétrault, marchand ; Napoléon Tétrault, marchand ; Guillaume Napoléon Moncel, gentleman ; Joseph M. Fortier, manufacturier ; Remi Gohier, agent d'immeubles, et Frederick H. Markey, avocat, tous de la cité de Montréal.

Les dits Joseph O. N. Tétrault, Napoléon Tétrault et Frederick H. Markey seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 9 novembre 1899. 4007-4

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRÉTARIAT DE QUÉBEC.

Avis est par le présent donné, par moi soussigné, Jean-Baptiste Delage, l'un des secrétaires de la Chambre des Notaires, que par une ordonnance de la dite Chambre des Notaires, en date du quatorzième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, Arthur Fiset, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été destitué de la charge de notaire, attendu qu'il a été trouvé coupable de faux devant la cour de session de Montréal.

Cette destitution prendra effet le neuf de décembre prochain (1899).

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Québec, ce neuf de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

J. B. DELAGE,
Secrétaire C. N.

4017-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Daniel McLarty,

Failli.

Avis est par le présent donné que le dix-septième jour de novembre 1899, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit Daniel McLarty, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi, sous trente jours de la date de cet avis.

THOS. H. BIRKS,
Curateur. 4139

Hull, 17 novembre 1899.

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
In re John Hall,

Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, en date du 20e jour de novembre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
WM. RENAUD,
Curateurs conjoints.

Montréal, 21 novembre 1899. 4147

are to carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in leather and boots and shoes.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montréal and province of Québec.

4. The proposed amount of capital stock is to be \$75,000.00 divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full of the applicants are : Joseph O. N. Tétrault, marchand ; Napoléon Tétrault, marchand ; Guillaume Napoléon Moncel, gentleman ; Joseph M. Fortier, manufacturer ; Remi Gohier, real estate agent, and Frederick H. Markey, advocate, all of the city of Montreal.

The said Joseph O. N. Tétrault, Napoléon Tétrault and Frederick H. Markey being the first or provisional directors of the said company.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Solicitors for applicants.

Montreal, 9th November, 1899. 4008

BOARD OF NOTARIES.

SECRETARYSHIP OF QUEBEC.

Notice is hereby given, by me the undersigned, Jean Baptiste Delage, one of the secretaries of the board of notaries, that by and in virtue of a judgment rendered by said Board of Notaries, dated the fourteenth of July, one thousand eight hundred and ninety-nine, Arthur Fiset, notary, of the city of Montreal, in the district of Montreal, has been dismised of the office of notary, having been found guilty of forgery before the court of the session of the peace for the city of Montreal.

This destitution will take effect on the ninth of December next (1899).

In witness whereof, I have signed these presents at Quebec, this ninth day of November, one thousand eight hundred and ninety-nine.

J. B. DELAGE,
Secretary B. N.

4018

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Ottawa. } Superior Court.
In the matter of Daniel McLarty,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the seventeenth day of November, 1899, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Daniel McLarty, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me, within thirty days from this notice.

THOS. H. BIRKS,
Curator. 4140

Hull, 17th November, 1899.

Canada, }
Province of Québec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
In re John Hall,

Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, in date of the 20th day of November instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, if they have not done so, at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

F. X. BILODEAU,
WM. RENAUD,
Joint curators.

Montreal, 21st November, 1899. 4148

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4263.

Dame Alice O'Heir, de la cité de Sorel, district de Richelieu, faisant affaires sous la raison sociale de Boivin & Cie. jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

GUILLAUME ALIAS WELLIE GILL,
Gardien provisoire.
Sorel, 15 novembre 1899. 4131

AVIS DE CESSION.

Avis public est donné que J. E. Gagnon, de la cité de Québec, bijoutier, a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

D. ARCAND,
Gardien provisoire.
Québec, 21 novembre 1899. 4149

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
In re Henri Frenette, Insolvable;

et
Bilodeau & Renaud, Curateurs.
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 11e jour de décembre prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
WM. RENAUD,
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 22 novembre 1899. 4169

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Wilbrod Baril, Montréal, Insolvable.

Un dividende sur les réclamations privilégiées a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 11 décembre 1899.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 25 novembre 1899. 4171

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph R. Fair, Failli.

Avis est par le présent donné que le vingtième jour de novembre 1899, par ordre de l'honorable M. le juge Mathieu, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours de la date de cet avis.

WM. FAIR,
Curateur.

Bâtisse Temple.
Montréal, 22 novembre 1899. 4183

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1789.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, du

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4263.

Dame Alice O'Heir, of the city of Sorel, district of Richelieu, there carrying on business under the name, style and firm of Boivin & Cie, has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

GUILLAUME ALIAS WELLIE GILL,
Provisional guardian.
Sorel, 15th November, 1899. 4132

NOTICE OF ASSIGNMENT.

Notice is hereby given that J. E. Gagnon, of the city of Quebec, jeweler, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

D. ARCAND,
Provisional guardian.
Quebec, 21st November, 1899. 4150

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
In re Henri Frenette, Insolvent;

and
Bilodeau & Renaud, Curators.
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collocations will be payable at our offices from the 11th day of December next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
WM. RENAUD,
Joint curators.

15, Saint James street.
Montreal, 22nd December, 1899. 4170

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Wilbrod Baril, Montreal, Insolvent.

A dividend on privileged claims has been prepared and will be payable at my office, on or after the 11th December, 1899.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street,
Montreal, 25th November, 1899. 4172

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph R. Fair, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twentieth day of November, 1899, by order of the Honorable Mr. justice Mathieu, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty days from the date hereof.

WM. FAIR,
Curator.

Temple Building.
Montreal, 22nd November, 1899. 4184

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1789.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, of the

district de Montréal, rendu le vingt-six ootol re mil huit-cent quatre-vingt-dix-neuf, dans une cause où S. Eudore Meunier, avocat, des cité et district de Montréal, est demandeur, et David Rouillard, Hermine Rouillard, tous deux du village du canton de Chambly, dans le district de Montréal; et Charles Trudeau du même lieu, Emélie Trudeau, épouse commune en biens de John *alias* Jean Héon, et ce dernier tant personnellement en autant qu'il peut y être concerné que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Elizabeth Trudeau, épouse commune en biens de David Héon, et ce dernier tant personnellement en autant qu'il peut y être concerné que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, ces quatre derniers absents de la province de Québec, et comme représentants de Céleste Rouillard, en son vivant du premier lieu susdit, épouse de Pierre Trudeau; Joseph Sicard, du village du canton de Chambly susdit, David Sicard, absent de la province de Québec, Alexandre Sicard, Delle Amélie Sicard, fille majeure et usant de ses droits, Elisabeth Sicard, épouse commune en biens de François Paradis, et ce dernier tant personnellement en autant qu'il peut y être concerné que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Rose Sicard, épouse commune en biens de Léon Lizotte, et ce dernier tant personnellement en autant qu'il peut y être concerné que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, ces six derniers, des cité et district de Montréal, et ces dits Sicard, en qualité de représentants de Marcelline Rouillard, veuve de Antoine Moïse Sicard, tous deux en leur vivant, du village du canton de Chambly susdit; tous en leur qualité de seuls héritiers des biens de la succession des feu Sophie Rouillard, Léocadie Rouillard et Délina Rouillard, toutes en leur vivant du dit village du canton de Chambly, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, savoir:

Un lot de terre situé au village du canton de Chambly, dans le district de Montréal; borné en front par la rue Pontchartrain, connu et désigné sous le numéros vingt, des plan et livre de renvoi officiels du dit village—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIEME jour de DECEMBER prochain, cour tenante, dans la cour supérieure de ce district, en la cité de Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente, et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

MEUNIER & MEUNIER,

Avocats du demandeur.

Montréal, 28 octobre 1899.

3821-2

[Première publication, 4 novembre 1899].

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 2634.

Cour Supérieure.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 18 octobre 1899, dans une cause dans laquelle Dame Marie Octavie Marsan dite Lapiere, de la cité de Montréal, veuve de feu Toussaint Bénéon Gaudry dit Bourbonnière, en son vivant notaire, du même lieu, est demanderesse; vs. Trefflé Bleau et Eugène Bleau, tous deux bouchers, le premier de la ville de Maisonneuve, et l'autre de la cité de Montréal, Dame Marie Delvina Marsan dite Lapiere, de la cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens d'Adjutor Magnan, entrepreneur menuisier, d

district of Montreal, rendered on the twenty-sixth day of October, one thousand eight hundred and ninety-nine, in a cause wherein S. Eudore Meunier, advocate, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and David Rouillard, Hermine Rouillard, both of the village of Chambly canton, in the district of Montreal; and Charles Trudeau, of the same place, Emélie Trudeau, wife in community of property of John *alias* Jean Héon, the latter personally in as much as he may be concerned, to authorize his said wife to the presents, Elisabeth Trudeau, wife in community of property of David Héon, the latter personally in as much as he may be concerned to authorize his said wife to the presents, these four latter absent of the province of Quebec, and as representatives of Céleste Rouillard, in his lifetime of the first aforesaid place, wife of Pierre Trudeau; Joseph Sicard, of the village of Chambly canton aforesaid, David Sicard, absent of the province of Québec, Alexandre Sicard, Dlle Amélie Sicard, spinster using her rights, Elisabeth Sicard, wife in community of property of François Paradis, the latter personally in as much as he may be concerned to authorize his said wife to the presents, Rose Sicard, wife in community of property of Léon Lizotte, the latter personally in as much as he may be concerned to authorize his said wife to the presents, these six latter of the city and district of Montreal, and these Sicard as representatives of Marcelline Rouillard, widow of Antoine Moïse Sicard, both in their lifetime of the village of Chambly canton aforesaid; all come as the only heirs of the estate of late Sophie Rouillard, Léocadie Rouillard and Délina Rouillard, all in their lifetime in aforesaid village of Chambly canton, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable, described as follows, to wit:

A lot of land situate in the village of Chambly canton, in the district of Montreal; bounded in front by the street Pontchartrain, known and designated as number twenty, on the official plan and book of reference for the said village—with a house and other constructions thereon erected.

The above described immoveable property will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTH day of DECEMBER next, sitting the court, in the superior court of this district, in the city of Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court, and any opposition to annul or secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and opposition for payment must be filed within six days next after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays above mentioned, they will be foreclosed from so doing.

MEUNIER & MEUNIER,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 28 octobre 1899.

3822

[First published, 4th November, 1899.]

Province of Québec,
District of Montréal.
No. 2634.

Superior Court.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city and district of Montreal, on the eighteen day of October, eighteen hundred and ninety-nine (1899), in a case in which Dame Marie Octavie Marsan *alias* Lapiere, of the city and district of Montreal, widow of the late Toussaint Bénéon Gaudry *alias* Bourbonnière, in his lifetime notary, of the same place, is plaintiff; and Trefflé Bleau and Eugène Bleau, butchers, the former of the city of Maisonneuve, and the latter of the city of Montreal, Dame Marie Delvina Marsan *alias* Lapiere, of the city and district of Montreal, wife separated

même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Marie Virginia Marsan dite Lapierre, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu ; Fortunat Bourbonnière, avocat, de la cité et du district de Montréal, de qualité de curateur nommé par le protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, le onzième jour d'août dernier à Joseph Marsan dit Lapierre ; ci-devant plombier, de la cité de Montréal, maintenant absent en pays inconnu ; Philibert Marsan dit Lapierre, du Sault au Récollet ; Marie Amanda Marsan dite Lapierre, Marie Angéline Marsan dit Lapierre et Dame Marie David, épouse du susdit Joseph Marsan dit Lapierre, absent en pays inconnu, ces trois dernières de la cité de Montréal, tous les dits défendeurs étant dans le district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit savoir :

Un lot de terre faisant front à la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro dix (10), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et aussi avec droit de passage sur l'immeuble voisin, portant le numéro neuf (9), aux dits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer à pied ou en voiture à la rue Woodyard à perpétuité, et l'autre faisant front à la rue Fullum, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent trente-neuf (1539), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—avec une maison en bois lambrassée en brique et autres bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, à ONZE heures du matin, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain 1899, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT

& GERVAIS,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 24 octobre 1899.

3875-2

[Première publication, 4 novembre 1899.]

Ratification

Province de Québec,
District de Montréal.

Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Appollinaire Archambault, notaire, le 10 juin 1899, étant la sentence arbitrale par Toussaint Poirier, arbitre unique in re No 19, cour supérieure, Montréal, la cité de Saint-Henri, corporation municipale, ayant sa place d'affaire en la cité de Saint-Henri, dit district, et les indemnités suivantes :

1^{re} Dame Emélie Côté, de la cité de Saint-Henri, veuve de Alexandre Desève, en son vivant avocat,

as to property by contract of Adjutor Magnan, contractor and joiner, of the same place, and the latter in as much as it is necessary to assist and authorize his said wife for the purposes of these presents ; Marie Virginia Marsan alias Lapierre, spinster and having the use of her rights, of the same place ; Fortunat Bourbonnière, advocate of the city and district of Montreal, in his capacity of curator named by the prothonotary of the superior court on the eleventh day of August last for Joseph Marsan, alias Lapierre, heretofore plumber, of the city and district of Montreal, presently absent in an unknown country ; Philibert Marsan alias Lapierre, of Sault au Recollet ; Marie Amanda Marsan dit Lapierre ; Marie Angéline Marsan alias Lapierre and Dame Marie David, wife of the aforesaid Joseph Marsan alias Lapierre, absent in an unknown country, the three last named being of the city of Montreal, all of the said defendants being of the district of Montreal, are defendants, commanding the licitation of certain immovables designated as follows :

A lot of land with front on Notre Dame street, known and designated as lot number ten (10), on the official plan and in the book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal—with a house and other buildings thereon erected, and also with a right of passage on the adjoining property, bearing number nine (9), on the said official plan and in the book of reference to communicate on foot or in a coach with Woodyard street, and this for an indefinite period of time, and the other with front on Fullum street, known and designated as lot one thousand five hundred and thirty-nine (1539), on the official plan and in the book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal—with a wooden house lined with brick and other buildings thereon erected.

The aforesaid described immovables shall be put up at sale and adjudicated before this court, to the last and highest bidder, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWELFTH day of next DECEMBER, 1899, in open court room, number 31, in the court house, in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions prescribed in the cahier des charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw in connection with the said licitation, must be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and upon default of the parties interested to deposit the said oppositions in the delays fixed by the present, they shall be foreclosed from filing the same.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT

& GERVAIS,

Advocates for plaintiff.

Montreal, 24th October, 1899.

3876

[First published, 4th November, 1899.]

Ratification

Province of Québec,
District of Montréal.

Superior Court.

Notice is hereby given that a deed before Appollinaire Archambault, a notary public, dated the 10th June, 1899, has been deposited at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montreal, being the said deed an arbitrator's report or sentence by Toussaint Poirier, sole arbitrator in re No. 19, superior court, Montreal, the city of Saint Henry, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Saint Henry, said district, and the following parties indemnified.

1. Dame Emélie Côté, of said city of Saint Henry, widow of Alexandre Desève, in his lifetime a lvo-

du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice dûment élue en justice à Charles Arthur Desève et Joseph Wilfrid Desève, enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Alexandre Desève, laquelle sentence arbitrale moyennant une indemnité de deux mille dollars, adjugé à la cité de Saint-Henri, la propriété d'une lisière de terrain située dans la cité de Saint-Henri, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro 1656, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant 436 pieds en superficie, mesure anglaise; bornée en front par la rue Saint-Jacques actuelle où elle mesure 75 pieds un pouce, en profondeur par la ligne homologuée pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques, d'un côté par partie du lot No 1655, où elle mesure 4 pieds dix pouces, et de l'autre côté par partie du lot No 1657, où elle mesure huit pieds, tel qu'il appert au plan homologué pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques, laquelle sentence arbitrale a été homologuée par un jugement de la cour supérieure, le 15 juin 1899.

Avis est aussi donné que la cité de Saint-Henri, conformément à sa charte, a déposé la susdite indemnité avec intérêt jusqu'à la date du 11 novembre courant, pour une période de six mois, entre les mains du protonotaire de cette cour.

Le terrain susdit a été en la possession des susdits indemnitaires comme propriétaires pendant les 3 dernières années, et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant la dite sentence arbitrale sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le onze janvier prochain 1900, à onze heures a. m., en cour de pratique, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit, dans ce cas elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de les faire.

L. D. GAREAU,
Dep. P. C. S.

Montréal, 17 novembre 1899. 4127
[Première publication, 25 novembre 1899.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—Joliette.

Joliette, à savoir: } JOSEPH ADOLPHE RE-
No 3107. } NAUD ET AL., Demandeurs;
contre THEOPHILE ROBILLARD, Défendeur.

1° Un immeuble connu et désigné sous le numéro cent quarante (140), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Elizabeth, situé le dit immeuble en la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

2° Un immeuble sis et situé en la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, connu et désigné au cadastre de la dite paroisse de Saint-Thomas, sous le numéro quatre cent soixante et ceux (462)—bâti de maison et autres dépendances.

3° Un immeuble sis et situé en la paroisse de Saint-Norbert, dans le village, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Norbert, sous le numéro cent quatre (104). Pour être vendu à la charge d'un cer-

cate, of the same place, the said Dame Côté, personally and in her quality of tutrix to Charles Arthur Félix Desève and Joseph Wilfrid Desève, the minor children issued of her marriage with the said Alexandre Desève, which arbitrator's decision in consideration of an indemnity of \$2,000.00, declares the city of Saint Henry, proprietor of a strip of land situate in said city of Saint Henry, known and designated as forming part of lot No. 1656, at the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing 436 square feet, english measure; bounded in front by Saint James street, actual where it measures 75 feet and one inch, in the rear by the line homologated in view of the widening of Saint James street, on one side by part of lot No. 1655, where it measures four feet and ten inches, and on the other side by part of lot No. 1657, where it measures eight feet, as appears by the homologated plan made for the widening of Saint James street, which arbitrator's decision has been homologated by a judgment of the superior court, rendered the 15th June, 1899, in Montreal, said district.

Notice is also given that the city of Saint Henry, in compliance with its charter, has deposited the above indemnity together with the interest thereon to date of the 11th November instant, for a period of six months within the hands of the prothonotary of this court.

Said lot has been in the possession of said indemnified parties as proprietors during the last 3 years, and all persons claiming a privilege or hypothec over said lot, obtained immediately before said arbitrator's decision, are notified that a demand in confirmation of title will be presented before this court on the eleventh of January next, 1900, at eleven o'clock a. m., in the practice court, and that unless their claims be of such a nature that the registrar is bound by the code of civil procedure to include them in the certificate to be produced in such a case, they are by the present requested to serve their opposition in writing and to produce them in said prothonotary's office within six days after said date, and that in their default of so doing, they will be for ever foreclosed of the right of so doing.

L. D. GAREAU,
Dep. P. S. C.

Montreal, 17th November, 1899. 4128
[First published, 25th November, 1899.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Joliette.

Joliette, to wit: } JOSEPH ADOLPHE
No. 3107. } RENAUD ET AL.,
Plaintiffs; against THEOPHILE ROBILLARD,
Defendant.

1. A lot known and designated as number one hundred and forty (140), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte-Elizabeth, said immovable situate in the said parish of Saint Elizabeth.

2. A lot situate and being in the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, known and described on the cadastre of the said parish of Saint Thomas, as number four hundred and sixty-two (462)—with a house and other dependencies.

3. A lot situate and being in the parish of Saint Norbert, in the village, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Norbert, as number one hundred and four (104). To be sold subject to the charge

tain bail emphytéotique primitivement consenti par Jean Baptiste Poirier à Edouard Robert, fait pour 99 ans, reçu devant maître Chenvert, notaire, en date du 26 février 1857, et de payer annuellement la rente de neuf francs tel que mentionné au dit bail.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le VINGT-SIXIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, savoir : le No 140, le No 462, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi, et le No 104, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,

Joliette, 20 novembre 1899.

[Première publication, 25 novembre 1899.]

Shérif.

4143

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit de Temiscouata.

District de Kamouraska, } **THOMAS PHILIPPE**
à savoir : No 1886. } **PELLETIER, écn.,**
marchand, de la paroisse des Trois-Pistoles, Deman-
deur ; contre **JOSEPH LAINÉ**, cultivateur, de la
paroisse de Sainte-Françoise, Défendeur.

1° Une terre située au premier rang du canton Bégon, dans la paroisse de Sainte-Françoise, dans le comté de Temiscouata, connue sous le numéro deux (No 2), pour cette partie du dit canton, comprise dans le cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Françoise—circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située dans la dite paroisse de Sainte-Françoise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Sainte-Françoise, sous les numéros (75 et 76) soixante-quinze et soixante-seize—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Sainte-Françoise, **MERCREDI**, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref reportable devant la cour supérieure, suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,

Fraserville, 22 novembre 1899.

[Première publication, 25 novembre 1899.]

Shérif.

4215

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **WOLFRID VEZINA,**
District de Montmagny. } marchand, de la pa-
No 243. } roisse de Saint-Antoine
de l'Île-aux-Grues, *ex parte.*

L'immeuble connu comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro six (6) du canton Patton, sixième rang, contenant quarante-huit acres et deux roods ; tenant au sud-ouest à Charles Guimond, à l'est à Georges

of a certain emphyteutic lease first made by Jean Baptiste Poirier to Edouard Robert, for 99 years, passed before Mtro. Chenvert, notary, dated the 26th of February, 1857, and of paying annually the rent of nine francs such as setforth in the said lease.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Elizabeth, on the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, to wit : No. 140, No. 462, at the church door of the parish of Saint Thomas, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon, and No. 104, at the church door of the parish of Saint-Norbert, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,

Joliette, 20th November, 1899.

[First published, 25 November, 1899.]

Sheriff.

4144

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of Temiscouata.

District of Kamouraska, } **THOMAS PHILIPPE**
to wit : No. 1886. } **PELLETIER, esq.,**
merchant, of the parish of Trois Pistoles, Plaintiff ;
against **JOSEPH LAINÉ**, farmer, of the parish of
Sainte-Françoise, Defendant.

1. A lot situate in the first range of the township Begon, in the parish of Sainte-Françoise, in the county of Temiscouata, known as number two (No. 2), on the official plan and in the book of reference of the cadastre of that part of the said township, comprised in the parish of Sainte-Françoise—circumstances and dependencies.

2. Another land situate in the said parish of Sainte-Françoise, known and described on the official plan and in the book of reference of the cadastre of Sainte-Françoise, as numbers (75 and 76) seventy-five and seventy-six—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte-Françoise, on **WEDNESDAY**, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable before the superior court, according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,

Fraserville, 22nd November, 1899.

[First published, 25th November, 1899.]

Sheriff.

4216

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Québec, } **WOLFRID VEZINA,**
District of Montmagny. } marchand, of the
No. 243. } parish of Saint-Antoine
de l'Île-aux-Grues, *ex parte.*

The lot known as being the south west half of lot number six (6) of the township Patton, sixth range, containing forty-eight acres and two roods ; bounded on the south west by Charles Guimond, on the east by Georges Bour

Boulet—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, MARDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 31 octobre 1899. 3847
[Première publication, 4 novembre 1899.]

let—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Montmagny, on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 31st October, 1899. 3848
[First published, 4th November, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME MARGUERITE**
No 2412. } **PERRON**, épouse commune en biens de Louis Bourdeau, et dument autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre les terres et tenements du dit **LOUIS BOURDEAU**, du village de Laprairie, dans le district de Montréal, rentier, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit district, sous le numéro trente-cinq, contenant le dit lot cinquante et un pieds de front sur vingt-quatre de profondeur, où il n'a que quarante-cinq pieds de largeur, de là se continue de cette largeur sur encore une profondeur de cent cinquante-six pieds, formant huit mille cent soixante et douze pieds en superficie, plus ou moins ; borné en front par l'ancien chemin de Saint-Jean, en profondeur par la ligne limitative N. E. du village, d'un côté par le No 33, d'autre côté par le No 35—avec les bâties dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé dans le village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit district, sous le numéro trente-cinq, contenant le dit lot trente-neuf pieds de front sur vingt-quatre pieds de profondeur, où il y a quarante-cinq pieds de largeur, de là se continue de cette largeur sur encore une profondeur de cent cinquante-six pieds, formant huit mille vingt-huit pieds en superficie ; borné en front par l'ancien chemin de Saint-Jean, en profondeur par la ligne limitative N. E. du village, d'un côté par le No 34, d'autre côté par le No 36—avec les bâties dessus construites.

3° Un autre lot de terre sis et situé dans le village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit district, sous le numéro deux cent trente-cinq, contenant le dit lot soixante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, formant cinq mille quatre cent pieds en superficie, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Georges, en profondeur par le No 266, d'un côté par le numéro 234, d'autre côté par le numéro 236—avec les bâties dessus construites.

4° Un autre lot de terre, sis et situé dans le village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Laprairie de la Magdeleine, comté de Laprairie, dit

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME MARGUERITE**
No. 2412. } **PERRON**, wife common as to property of Louis Bourdeau, and duly authorized sue, Plaintiff ; against the lands and tenements of the said **LOUIS BOURDEAU**, of the village of Laprairie, in the district of Montreal, rentier, Defendant.

1. A lot of land situate in the incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, said district, as number thirty-five, said lot containing fifty-one feet in front by twenty-four in depth, where it has only forty-five feet in width ; from thence it continues of that width by another depth of one hundred and fifty-six feet, forming eight thousand one hundred and seventy-two feet in area, more or less ; bounded in front by the Ancien Chemin Saint Jean, in rear by the N. E. boundary line of the village, on one side by No. 33, on the other side by No. 35—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, said district, as number thirty-five, said lot containing thirty-nine feet in front by twenty-four feet in depth, where there are forty-five feet in width, from thence continues of that depth by another depth of one hundred and fifty-six feet, forming eight thousand and twenty-eight feet in area ; bounded in front by the Ancien Chemin Saint Jean, in depth by the N. E. boundary line of the village, on one side by No. 34, on the other side by No. 36—with the buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate in the incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, said district, as number two hundred and thirty-five, said lot containing sixty feet in front by ninety feet in depth, forming five thousand four hundred feet in area, more or less ; bounded in front by Saint Georges street, in rear by No. 266, on one side by No. 234, on the other side by No. 236—with the buildings thereon erected.

4. Another lot of land situate in the incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county of Laprairie, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Laprairie de la Magdeleine, county

district, sous le numéro deux-cent-soixante et six (266), contenant le dit lot soixante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, formant cinq mille quatre cent pieds en superficie, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Charles, en profondeur par le numéro 235, d'un côté par le No 265, d'autre côté par le No 267—avec les bâtiesse dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 21 novembre 1899. 4161
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JAMES C. McARTHUR,
No 1382. } des cité et district de
Montréal, marchand, Demandeur; contre les terres
et tenements de JOHN M. STATE, des cité et district
de Montréal, maître-plombier, Défendeur.

Cet emplacement maintenant connu comme la partie ouest du lot officiel numéro soixante et cinq (part. O. de No 65), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la dite cité de Montréal, le dit emplacement contenant quarante pieds de largeur en front et en arrière sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Bourgeois, en arrière par le lot officiel numéro quarante, du côté ouest par le lot officiel numéro soixante et quatre, et du côté est par le résidu du lot officiel No 65 en premier lieu mentionné—ensemble avec deux maisons et autres bâtiesse sus-érigées et tous les droits, circonstances et dépendances. A déduire en arrière du dit emplacement une profondeur de huit pieds sur la largeur du dit emplacement, devant servir, avec une semblable partie de la profondeur et largeur du dit lot No 40, en arrière et sur la largeur, les semblables parties devant être prises de la partie en arrière des lots numéros 39, 66, 38, 37, 68 respectivement, et le résidu du dit lot 65 devant former une ruelle de seize pieds de largeur.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 21 novembre 1899. 4157
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE SUN LIFE ASSU-
No 2768. } RANCE COMPANY OF
CANADA, corps politique et dûment incorporé
suivant la loi, ayant sa principale place d'affaires
dans la cité de Montréal, district de Montréal, De-
manderesse; contre les terres et tenements de
LAMBERT LYMAN, des cité et district de Mont-
réal, Défendeur.

Mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A," annexée au bref en cette cause, maintenant entre les mains de Louis St. Jean, écuyer, curateur dûment nommé au délaissement fait en cette cause par le dit défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur Lambert Lyman, et en la possession du dit curateur Louis St. Jean, les immeubles suivants, à savoir:

Deux lots de terre faisant front sur la rue Res-ther, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connus aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comme lots des numéros de subdivision dix-neuf et vingt (19 et 20), du lot connu aux dits plan et livre de renvoi sous le numéro trois cent vingt-cinq (325), chacun des dits lots de subdivision mesurant vingt-

of Laprairie, said district, as number two hundred and sixty-six (266), said lot containing sixty feet in front by ninety feet in depth, forming five thousand four hundred feet in area, more or less; bounded in front by Saint Charles street, in rear by number 235, on one side by No. 265, on the other side by No. 267—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 21st November, 1899. 4162
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } JAMES C. McARTHUR,
No. 1382. } of the city and district of
Montreal, merchant, Plaintiff; against the lands
and tenements of JOHN M. STATE, of the city
and district of Montreal, master-plumber, De-
fendant.

That certain emplacement now known as the westerly part of official lot number sixty-five (W. pt of No. 65), of the official plan and book of reference of the Saint Ann's ward, in the said city of Montreal, said emplacement containing forty feet in width in front and in rear by ninety-six feet in depth, english measure, and more or less; bounded in front by Bourgeois street, in rear by official lot number forty, on the west side by official lot number sixty-four, and on the east side by the remainder of the first mentioned official lot No. 65—together with two dwelling houses and other buildings thereon erected, and all the rights, members and appurtenances thereto belonging. From the rear of said emplacement is to be deducted a depth of eight feet by the width of said emplacement to be used, with a like portion from the depth and width of the said lot No. 40, in rear and width, similar parts to be taken from the rear portion respectively of lots numbers 39, 66, 38, 37, 68, and the remainder of said lot 65 to form a lane sixteen feet in width.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 21st November, 1899. 4158
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SUN LIFE ASSU-
No. 2768. } RANCE COMPANY OF
CANADA, a body politic and corporate duly incor-
porated according to law and having their chief place
of affairs at the city of Montreal, district of Mon-
treal, Plaintiff; against the lands and tenements of
LAMBERT LYMAN, of the city and district of
Montreal, Defendant.

Mentioned and described in the schedule marked "A" annexed to the writ in this cause, now in the hands of Louis St. Jean, esquire, cnrator duly named to the *délaissement* made in this cause by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant Lambert Lyman, and in possession of the said curator Louis St. Jean, the following immovables, to wit:

Two lots of land fronting on Resrather street, in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, and known upon the official plan and in the book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, as lots subdivision numbers nineteen and twenty (19 and 20), of the lot known upon said plan and book of reference by the number three hundred and twenty-five (325), each of said subdi-

quatre (24) pieds de largeur sur une profondeur de soixante et douze (72) pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses en pierre et en briques sus-érigées, et avec l'usage de la ruelle en arrière connue comme lot de subdivision No 36, du dit No 325.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 novembre 1899. 4159
[Première publication, 25 novembre 1899].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE DOMINION COM-**
No 520. } **MERCIAL TRAVEL-**
LERS ASSOCIATION, corps politique et incor-
poré, ayant son principal bureau dans la cité et
district de Montréal, Demanderesse ; contre les
terres et tenements de JOHN FAIRBAIRN, de la
ville de Westmount, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quinze cent quatre-vingt-huit (1588), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine ; borné comme suit : en front au nord-ouest par la rue Sainte-Catherine, en arrière, au sud-est, par le lot officiel numéro quinze cent quatre-vingt-neuf (1589), la propriété de J. E. Major ou représentants, d'un côté au sud-ouest par la rue Guy, et de l'autre côté par la propriété de A. McIntyre, ou représentants—et avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 novembre 1899. 4189
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOHN L. GILMOUR, des**
No. 531. } **cité et district de Montréal,**
syndic, gentilhomme, Demandeur ; contre les terres
et tenements de JOSEPH PRIEUR, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

Quatre lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, dans le quartier d'Hochelaga ; bornée en front par la rue Cuvillier, connus et désignés comme subdivisions cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux et cent quatre-vingt-trois (180, 181, 182 et 183), du lot cadastral numéro trente et un (31), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses dessus érigées, les dits lots de terre formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 novembre, 1899. 4191
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME DELIMA ROUIL-**
No 2184. } **LARD, de la ville de**
Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de
feu Ernest Girard, en son vivant agent de chemin
de fer, de Iron Mountain, dans l'Etat du Michigan,
l'un des Etats-Unis d'Amérique, Demanderesse ;
contre les terres et tenements mentionnés et
décrits dans la cédule marquée "A", annexée au

vision lots measuring twenty-four (24) feet in width, by a depth of seventy-two feet (72), english measure, more or less—with the stone and brick buildings thereon erected, and with the use of the lane in rear known as lot subdivision No. 36 of said No. 325

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 21st November, 1899. 4160
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE DOMINION COMMER-**
No. 520. } **CIAL TRAVELLERS AS-**
SOCIATION, a body politic and corporate, having
its head office in the city and district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN
FAIRBAIRN, of the town of Westmount, district
of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, known and described as number one thousand five hundred and eighty-eight (1888), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward ; bounded as follows : in front to the north west by Sainte Catherine street, in rear to the south east by official lot number one thousand five hundred and eighty-nine (1889), the property of J. E. Major or representatives, on one side to the south west by Guy street, and on the other side by the property of A. McIntyre or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 22nd November, 1899. 4190
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOHN L. GILMOUR, of the**
No. 531. } **city and district of Mon-**
treal, trustee, gentleman, Plaintiff ; against the
lands and tenements of JOSEPH PRIEUR, of the
city and district of Montreal, Defendant.

Four lots of land situate and being in the city of Montreal, in Hochelaga ward ; bounded in front by Cuvillier street, known and described as subdivision numbers one hundred and eighty, one hundred and eighty-one, one hundred and eighty-two and one hundred and eighty-three (180, 181, 182 and 183), of cadastral lot number thirty-one (31), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with buildings thereon erected, said lots of land forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montréal, 22nd November, 1899. 4193
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME DELIMA ROUIL-**
No. 2184. } **LARD, of the town of**
Saint John's, in the district of Iberville, widow of
the late Ernest Girard, in his lifetime railway agent,
of Iron Mountain, in the State of Michigan, one of
the United States of America, Plaintiff ; against
the lands and tenements mentioned and described
in the schedule marked "A", annexed to the writ in

bref en cette cause, étant la propriété de THEOPHILE MIRON, du village de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de L. A. Bédard, député protonotaire de la cour supérieure, à Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, et en la possession du dit curateur, l'immeuble suivant, savoir :

Un immeuble sis et situé dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le comté de Laval, district de Montréal ; borné en front par le chemin public de la Côte Saint-François, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, sous le numéro quatre cent vingt-six (426)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 22 novembre 1899. 4187
[Première publication, 25 novembre 1899.]

MANDAT DE CURATEURS. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Terrebonne.

Montréal, à savoir : THOMAS GAUTHIER et
No. 90. L. G. LECLERC, curateurs conjoints, à ce dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile, comme curateurs aux biens de EDMOND PARENT, Failli.

1. Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Denis, connu et désigné comme subdivision (24) vingt-quatre, du lot numéro douze cent deux (1202), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage dans une ruelle située en arrière du dit lot en commun avec tous ceux qui y ont droit.

2. Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Sanguinet, connu et désigné comme subdivision deux cent quarante-cinq (245), du lot numéro neuf cent trois (903), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, mesurant vingt pieds de largeur par soixante et douze pieds de profondeur.

3. Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné comme la partie sud-est de la subdivision numéro deux cent quarante-quatre, du lot numéro neuf cent trois, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, mesurant dix pieds de largeur par soixante et douze pieds de profondeur ; et borné comme suit : en front par la rue Sanguinet, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu de la susdite subdivision numéro deux cent quarante-quatre, et de l'autre côté par la subdivision numéro deux cent quarante-cinq, du lot numéro neuf cent trois, des dits plans ; les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation, et avec les bâtisses dessus construites.

4. Un emplacement sis et situé au même lieu, formant la partie sud-ouest des lots de terre connus et désignés sous les numéros six cent trente-quatre et six cent trente-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine ; les dites parties de lots mesurant vingt-six pieds et huit pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, et contenant deux mille deux cent soixante et six pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins ; borné dans leur ensemble en front par la rue Osborne, en arrière par une ruelle de onze pieds de largeur, d'un côté au sud-ouest par la rue Windsor, et de l'autre côté au nord-est par partie des lots six cent trente-quatre et six cent trente-cinq, appartenant à Abraham Rastoul—avec toutes les bâtisses dessus construites, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement, et droit de mitoyenneté d'une partie du mur du

this cause, being the property of THEOPHILE MIRON, of the village of Saint-Laurent, in the district of Montreal, Defendant, now in the hands of L. A. Bedard, deputy-prothonotary of the superior court, at Montreal, duly named curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovable, to wit :

A lot situate and being in the parish of Saint-Vincent de Paul, in the county of Laval, district of Montreal ; bounded in front by the public road of the Côte Saint-François, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Vincent de Paul, as number four hundred and twenty-six, (426)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 22nd November, 1899. 4188
[First published, 25th November, 1899.]

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Terrebonne.

Montreal, to wit : THOMAS GAUTHIER AND
No. 90. L. G. LECLERC, joint curators, duly authorized under the authority of article 879 of the code of civil procedure, as curators to the estate of EDMOND PARENT, Insolvent.

1. A lot situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Saint-Denis street, known and described as subdivision 24 (twenty-four), of lot number twelve hundred and two (1202), of the official plan and book of reference of Saint-James ward—with the buildings thereon erected, and with the right of passage in a lane situate in rear of the said lot in common with all those entitled thereto.

2. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Sanguinet street, known and described as subdivision two hundred and forty-five (245), of lot number nine hundred and three (903), of the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, measuring twenty feet in width by seventy-two feet in depth.

3. Another lot of land situate and being in the same place, known and described as the south east part of subdivision number two hundred and forty-four, of lot number nine hundred and three, of the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, measuring ten feet in width by seventy-two feet in depth ; and bounded as follows : in front by Sanguinet street, in rear by a lane, on one side by the residue of the said subdivision number two hundred and forty-four, and on the other side by subdivision number two hundred and forty-five, of lot number nine hundred and three, of the said plan ; said two lots forming only one and the same plot, and with the buildings thereon erected.

4. A lot situate and being at the same place, forming the south west part of the lots of land known and described as numbers six hundred and thirty-four and six hundred and thirty-five, of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward ; said parts of lots measuring twenty-six feet eight inches in width by eighty-five feet in depth, and containing two thousand two hundred and sixty-six feet in superficies, english measure, and more or less ; bounded together in front by Osborne street, in rear by a lane of eleven feet in width, on one side to the south west by Windsor street, and on the other side to the north east by part of lots six hundred and thirty-four and six hundred and thirty-five, belonging to Abraham Rastoul—will all the buildings thereon erected, and with the right of passage in a lane in rear of the said lot, and right of joint ownership of a part of

pignon sud-ouest de la maison du dit Abraham Rastoul, bâtie sur la partie sud-ouest des dits lots numéros six cent trente-quatre et six cent trente-cinq.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 22 novembre 1899. 4185
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : J. R. THIBAUDEAU INVEST-
No 2728. } 1 MENT SECURITY AND
SAVINGS CO., corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et aussi une succursale pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, la propriété de DAME ADELINA BELAIR, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, veuve de feu Joseph Poirier, en son vivant des cité et district de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Louis, ci-devant village de Saint-Louis du Mile-End, district de Montréal, faisant front sur la rue Hutchinson, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro douze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, maintenant ville de Saint-Louis, et connu sur le plan officiel de subdivision du dit lot, comme subdivision vingt-neuf, de la subdivision huit (12-8-29), contenant cinquante pieds de largeur sur cent dix pieds six pouces de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 31 octobre 1899. 3849
[Première publication, 4 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : J. R. THIBAUDEAU INVEST-
No 2728. } 1 MENT SECURITY AND
SAVINGS CO., corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et aussi une succursale pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME ANNA MOREAU DIT DUPLESSIS, épouse séparée de biens de J. Anthime Guénette, contracteur, et faisant affaires comme tel à Montréal, sous la raison sociale de "J. A. Guénette & Cie", dûment autorisé par son dit époux, et le dit J. Anthime Guénette pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Défenderesse.

Un terrain situé dans la ville de Westmount, comté d'Hochelaga, district de Montréal, de la contenance de soixante pieds six pouces de largeur sur deux cents pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées et composé :

1. Des numéros vingt-deux C. de la subdivision officielle du numéro primitif deux cent quatorze, et des numéros vingt-six B, vingt-sept B et vingt-huit F, de la subdivision officielle du numéro primitif deux cent huit, tous les dits numéros des plan et livre de renvoi

the south west gable wall of the said Abraham Rastoul's house, built on the south west part of the said lots numbers six hundred and thirty-four and six hundred and thirty-five.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 22nd November, 1899. 4186
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : J. R. THIBAUDEAU INVEST-
No 2728. } 1 MENT SECURITY AND
SAVINGS CO., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and also a head office for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writ in this cause, the property of DAME ADELINA BELAIR, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, widow of the late Joseph Poirier, in his lifetime of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the town of Saint Louis, formerly the village of Saint Louis du Mile End, district of Montreal, fronting on Hutchinson street, forming part of the lot known and designated by the number twelve, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, now the town of Saint Louis, and known on the official subdivision plan of said lot, as subdivision twenty-nine, of subdivision eight (12-8-29), containing fifty feet in width by one hundred and ten feet six inches in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 31st October, 1899. 3850
[First published, 4th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : J. R. THIBAUDEAU INVEST-
No 2728. } 1 MENT SECURITY AND
SAVINGS CO., a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and also a head office for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ANNA MOREAU DIT DUPLESSIS, wife separated as to property of J. Anthime Guénette, contractor, and doing business as such at Montreal, under the style and firm of "J. A. Guénette & Cie", duly authorized by her said husband, and the said J. Anthime Guénette, to authorize his said wife for the purposes hereof, both of the town of Saint Louis, district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the town of Westmount, county of Hochelaga, district of Montreal, containing sixty feet six inches in width by two hundred feet in depth—with the buildings thereon erected and made up :

1. Of numbers twenty-two C. of the official subdivision of the primitive number two hundred and fourteen, and of numbers twenty-six B, twenty-seven B, and twenty-eight F, of the official subdivision of the primitive number two hundred and eight, all said numbers of

officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; les dites subdivisions formant une lisière de terrain de cinquante pieds de largeur sur environ deux cents pieds de profondeur.

2o D'une lisière de terrain de dix pieds et six pouces de largeur sur deux cents pieds de profondeur, étant les parties sud-est du numéro vingt-deux B, de la subdivision officielle du numéro primitif deux cent quatorze, et des numéros vingt-six A, vingt-sept A et vingt-huit H, de la subdivision officielle du numéro primitif deux cent huit, tous les dits numéros des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, cette dernière lisière de terrain adjoignant celle en premier lieu ci-dessus décrite ; le dit terrain ainsi saisi est borné en front par l'avenue Prince-Albert, en arrière par le numéro vingt-huit F, et par partie du numéro vingt-huit H, de la dite subdivision officielle du numéro primitif deux cent huit ; d'un côté par le résidu du dit numéro vingt-deux B, de la dite subdivision officielle du numéro deux cent quatorze et les dits numéros vingt-six A, vingt-sept A, et vingt-huit H, de la dite subdivision officielle du numéro primitif deux cent huit, et de l'autre côté par les numéros vingt et un F, vingt-deux D, et vingt-deux E, de la dite subdivision officielle du numéro primitif deux cent quatorze et par les numéros vingt-six C, vingt-six D, vingt-sept C, vingt-sept D, vingt-sept E, et par partie de vingt-huit C, de la dite subdivision officielle du numéro primitif deux cent huit.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 31 octobre 1899. 3853.
[Première publication, 4 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS District de Montréal.

Montréal, à savoir : J. HONORABLE LOUIS MASSON, l'un des Sénateurs de la Puissance du Canada, de la cité et du district de Montréal et al, agissant tous aux présentes en leur qualité de seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant marchand, de la dite cité de Montréal. Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAME JOSEPHINE DOMPIERRE, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Julien Martineau, boucher, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux présentes, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Dame Joséphine Dompierre, l'un des défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, portant le numéro deux mille trois cent quatre-vingt (2380), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, contenant trente pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur ; borné en front au nord-ouest par la rue Notre-

the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; the said subdivisions forming a strip of land of fifty feet in width by about two hundred feet in depth.

2. Of a strip of land of ten feet six inches in width by two hundred feet in depth, being the south east parts of number twenty-two B, of the official subdivision of the primitive number two hundred and fourteen and of the numbers twenty-six A, twenty-seven A, and twenty-eight H, of the official subdivision of the primitive number two hundred and eight, all the said numbers of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, this last strip of land adjoining the one firstly hereinabove described : said land thus seized is bounded in front by Prince-Albert Avenue, in rear by number twenty-eight F, and by part of number twenty-eight H, of the said official subdivision of the primitive number two hundred and eight ; on one side by the residue of the said number twenty-two B, of the said official subdivision of the number two hundred and fourteen and of the said numbers twenty-six A, twenty-seven A, and twenty-eight H, of the said official subdivision of the primitive number two hundred and eight, and on the other side by numbers twenty-one F, twenty-two D and twenty-two E, of the said official subdivision of the primitive number two hundred and fourteen and by the numbers twenty-six C, twenty-six D, twenty-seven C, twenty-seven D, twenty-seven E, and by part of twenty-eight C, of the said official subdivision of the primitive number two hundred and eight.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 31st October, 1899. 3854.
[First published, 4th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS District of Montreal.

Montreal, to wit : J. HONORABLE LOUIS MASSON, one of the Senators of the Dominion of Canada, of the city and district of Montreal et al, all acting herein in their quality of sole testamentary executors and administrators in trust (fidéi-commissaires) to the property of the estate of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of the said city of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME JOSEPHINE DOMPIERRE, of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Julien Martineau, butcher, of the same place, and the latter as well personally as to authorize his said wife herunto, jointly and severally Defendants.

Seized as belonging to Dame Joséphine Dompierre, one of the defendants, the following lot, to wit :

A lot situate in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, bearing the number two thousand three hundred and eighty (2380), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, containing thirty feet in width by one hundred and ten feet in depth ; bounded in front

Dame, en arrière par une ruelle, du côté sud-ouest par le lot numéro deux mille trois cent soixante et dix-neuf (2379), et du côté nord-est par la rue Napoléon—avec une maison à trois étages avec allonge en briques et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 31 octobre 1899. 3851
[Première publication, 4 novembre 1899.]

to the north west by Notre Dame street, in rear by a lane, on the south west side by lot number two thousand three hundred and seventy-nine (2379), and on the north east side by Napoléon street—with a three story brick house and brick extension and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of the month of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 31st October, 1899. 3852
[First published, 4th November, 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } **N**ARCISSE BERNARD
No. 2216. } **L**AROCHE, de la
paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière,
marchand ; contre NARCISSE BLANCHETTE,
de la paroisse de Saint-Edouard, comté de Lotbinière, cultivateur, à savoir :

Le lot No. 31 (trente-un), des subdivisions du lot No. 388 (trois cent quatre-vingt-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Edouard de Lotbinière—circonstances et dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles susdits, saisie dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Lotbinière, le quinze du courant, à dix heures du matin, aura lieu au même endroit, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif. Député Shérif.
Québec, 17 novembre 1899. 4125
[Première publication, 25 novem' re 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ;
No. 3093. } **C**ontre LA SOCIETE DE
CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC,
des cité et district de Québec, corps politique et
incorporé, et faisant affaires comme tel en la cité de
Québec, à savoir :

Le lot No. 1578 (mille cinq cent soixante et dix-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Luc—avec bâtisse. Sujet à une rente annuelle de six piastres, payable aux Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau Shérif, Shérif.
Québec, 23 novembre 1899. 4193
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ; vs.
No. 2295. } **M**ICHAEL BREEN, des
cité et district de Québec, commis, à savoir :

Le lot No 2379 (deux mille trois cent soixante et dix-neuf), du cadastre officiel pour le quartier

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **N**ARCISSE BERNARD
No. 2216. } **L**AROCHE, of the
parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, merchant ; against NARCISSE BLANCHETTE, of the parish of Saint Edouard, county of Lotbinière, farmer, to wit

Lot No. 31 (thirty-one), of the subdivisions of lot No. 388 (three hundred and eighty-eight), of the official cadastre of the parish of Saint Edouard de Lotbinière—circumstances and dependencies.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which should have taken place at the church door of the parish of Saint Edouard de Lotbinière, on the fifteenth instant, will take place at the same place, on the ELEVENTH day of DECEMBER instant, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 17th November, 1899. 4126
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
No. 3093. } **A**gainst the QUEBEC PER-
MANENT BUILDING SOCIETY, of the city and
district of Quebec, a body politic and corporate and
doing business as such in the city of Quebec, to
wit :

Lot No. 1578 (one thousand five hundred and seventy-eight), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on Saint Luc street—with building. Subject to a yearly rent of six dollars, payable on the 29th of June, to the Revds Ladies of the Hotel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBRE next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 23rd November, 1899. 4194
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ; vs.
No. 2295. } **M**ICHAEL BREEN, of the
city and district of Quebec, clerk, to wit :

Lot No. 2379 (two thousand three hundred and seventy-nine), of the official cadastre for Champlain

Champlain, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Champlain—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1899. 3971 2
[Première publication, 11 novembre 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs.
No 3090. } **L** ARABELLA FRASER,
des cité et district de Québec, veuve de James H. Green, à savoir :

Le lot No 4250 (quatre mille deux cent cinquante), du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue d'Artigny.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1899. 3975-2
[Première publication, 11 novembre 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC, vs.
No 3092. } **L** JOSEPH L. HARDY, des
cité et district de Québec, à savoir :

Le lot No 2946 (deux mille neuf cent quarante-six), du cadastre officiel du quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-Famille—avec bâtisses : sujet pour jusqu'au premier de mai prochain, au maintien des baux actuels de la dite propriété.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1899. 3973-2
[Première publication, 11 novembre 1899.]

Ventes par le Shérif—St. François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **L** EON TRUDEAU,
No 228. } **L** étudiant en loi, et

GEORGE LAURENDEAU, journalier, tous deux de la ville de Coaticook, dit district, exécuteurs testamentaires conjoints de feu Louis Défonds, en son vivant rentier, de la ville de Coaticook, maintenant décédé. Demandeurs ; contre MARIE-ANNE DUPUIS, épouse commune en biens de feu Pierre Boudreau, en son vivant cultivateur, du canton de Hereford, dans le district de Saint-François, maintenant décédé, et MARIE BOUDREAU, épouse commune en biens de Narcisse Belouin, de la même place, et NARCISSE BELOUIN, cultivateur, de la même place, tant en son nom personnel que pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse Marie Anne Dupuis, la propriété immobilière ci-après décrite, à savoir :

Un certain morceau de terre, situé dans le

ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Champlain street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff Office, Shérif.
Quebec, 9th November, 1899. 3972
[First published, 11th November, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **L** THE CITY OF QUEBEC ; vs.
No. 3090. } **L** ARABELLA FRASER, of
the city and district of Quebec, widow of James H. Green, to wit :

Lot No. 4250 (four thousand two hundred and fifty), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on d'Artigny street.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 9th November, 1899. 3976
[First published, 11th November, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **L** THE CITY OF QUEBEC ; vs.
No. 3092. } **L** JOSEPH L. HARDY, of the
city and district of Quebec, to wit :

Lot No. 2946 (two thousand nine hundred and forty-six), of the official cadastre of Palace ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Sainte-Famille street ; subject to the first of May next, to the maintenance of the actual leases of the said property.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 9th November, 1899. 3974
[First published, 11th November, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **L** EON TRUDEAU,
No. 228. } **L** student at law, and

GEORGE LAURENDEAU, laborer, both the town of Coaticook, said district, joint testamentary executors of the late Louis Défonds, in his lifetime annuitant, of the town of Coaticook, now deceased, Plaintiffs ; against MARIE ANNE DUPUIS, wife common as to property of the late Pierre Boudreau, in his lifetime farmer, of the township of Hereford, in the district of Saint Francis, now deceased, and MARIE BOUDREAU, wife common as to property of Narcisse Belouin, of the same place, and NARCISSE BELOUIN, farmer, of the same place, as well in his own name as to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Marie Anne Dupuis, the immoveable property hereinafter described, to wit :

A certain piece of land situate in the town-

canton de Hereford, ci-devant connu comme étant la moitié ouest du lot numéro onze, et maintenant décrit et désigné sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels du dit canton, sous les numéros onze O (No 11 O) et onze D (No 11 D), dans le neuvième rang, contenant ensemble cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Venant d'Hereford, le CINQUIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

R. A. BIRON,
Bureau du shérif, Député-shérif.
Sherbrooke, 2 novembre 1899. 3833.
[Première publication, 4 novembre 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, No 4529. **EASTERN TOWNSHIPS BANK**, Demanderesse; vs. **FRANK OUELLETTE**, Défendeur.

Un emplacement ou terrain situé du côté sud de la rue Saint-Paul, du village de Saint-Césaire, comté de Rouville, partie du lot numéro cent soixante-dix-huit (No 178), des plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Saint-Césaire; borné en front par la rue Saint-Paul, en arrière à partie du même lot appartenant à Robert Ostiguy, d'un côté à l'est par le numéro cent soixante et dix-neuf (No 179), à Norbert Grégoire, de l'autre côté à l'ouest par le numéro cent soixante et dix-sept, à Alexis Préfontaine, supposé contenir quarante-cinq pieds de front sur cent cinq de longueur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, au village de Saint-Césaire, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE, Shérif.
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 20 novembre 1899. 4135
[Première publication, 25 novembre 1899.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, No 90. **EDMOND PA-RENT**, Failli; et **THOMAS GAUTHIER** et **L. G. LECLERC**, curateurs conjoints.

ship of Hereford, formerly known as being the west half of lot number eleven, and now known and described on the official plan of the cadastre and in the book of reference of the said township, as numbers eleven O (No. 11 O) and eleven D (No. 11 D), in the ninth range, containing together one hundred acres of land in area, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Venant d'Hereford, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

R. A. BIRON,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 2nd November, 1899. 2834.
[First published, 4th November, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 4529. **EASTERN TOWNSHIPS BANK**, Plaintiff; vs. **FRANK OUELLETTE**, Defendant.

An emplacement or lot of land situate on the south side of Saint Paul street, in the village of Saint Césaire, Rouville county, being part of lot number one hundred and seventy-eight (No. 178), of the official plan and book of reference for the said village of Saint Césaire; bounded in front by Saint Paul street, in rear by part of the same lot belonging to Robert Ostiguy, on one side to the east by lot number one hundred and seventy-nine (No. 179), belonging to Norbert Gregoire, on the other side to the west by lot number one hundred and seventy seven, belonging to Alexis Préfontaine, supposed to contain forty-five feet in front by one hundred and five feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Césaire, in a village of Saint Césaire, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 20th November, 1899. 4136
[First published, 25th November, 1899.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, Sainte-Scholastique, to wit: No. 90. **EDMOND PA-RENT**, Insolvent; and **THOMAS GAUTHIER** and **L. G. LECLERC**, joint curators.

Vente d'immeubles en conformité à l'article 879, du code de procédure civile, savoir :

Un emplacement portant les numéros officiels trois cent cinquante-cinq et trois cent soixante-trois (355 et 363), de la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, dit district, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain (1899), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 31 octobre 1899.
[Première publication, 4 novembre 1899.]
8831.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } SAMUEL THI-
Sainte-Scholastique, savoir : } BAUDEAU, De-
No 440. } mandeur ; vs. LOUIS

DENIS PERREAULT, Défendeur, savoir :
1o Un terrain connu et désigné sous les numéros quatre et cinq (4 et 5), du onzième rang du canton Morin, district de Terrebonne, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle, dit district—avec les bâtisses y érigées.

2o Un autre terrain connu et désigné sous les numéros deux B et trois A (2 B et 3 A), du septième rang du canton de Wexford, aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Sainte-Adèle, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 30 octobre 1899.
3863
[Première publication, 4 novembre 1899.]

Sale of property under article 879 of the code of civil procedure, to wit :

A lot bearing the official numbers three hundred and fifty-five and three hundred and sixty-three (355 and 363), of the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, said district, on the FIFTH day of DECEMBER next (1899), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 31st October, 1899.
[First published, 4th November, 1899.]
8832.

Superior Court.

District of Terrebonne, } SAMUEL THI-
Sainte Scholastique, to wit : } BAUDEAU, Plain-
No. 440. } tiff ; vs. LOUIS

DENIS PERREAULT, Defendant, to wit :
1. A lot known and described as numbers four and five (4 and 5), of the eleventh range of township Morin, district of Terrebonne, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Adèle said district—with the buildings thereon erected.

2. Another lot known and described as numbers two B and three A (2 B and 3 A), of the seventh range of the township of Wexford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Adèle aforesaid—without buildings.

To be sold at the church door of the village of Sainte-Adèle, on the SIXTH day of DECEMBER next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 30th October, 1899.
3864
[First published, 4th November, 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ANTOINE
No. 361. } VANDAL, Deman-
deur ; contre OLIVIER AYOTTE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :
Une terre située en la paroisse de Saint-Séverin, dans la partie qui a été démembrée de la paroisse de Saint-Tite, sur le côté sud de la Rivière des Envies, de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, prenant son front par devant à la dite Rivière des Envies, se terminant en profondeur à des terrains non concédés ; joignant du côté sud-ouest à François Xavier Fr neour, fils d'Isidore, et du côté nord-est à Gilbert Veillet—avec une maison et toutes les autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; laquelle terre est connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Tite, sous le numéro cinq cent quarante (540), et partie du numéro cinq cent trente-neuf (539).

Avis est, par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le neuvième jour d'août dernier (1899), aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Severin, à DIX heures du matin,

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSEPH ANTOINE
No. 361. } VANDAL, Plaintiff ;
against OLIVIER AYOTTE, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :
A land situate in the parish of Saint Séverin, in the part which has been dismembered from the parish of Saint Tite, on the south side of River des Envies, of three arpents in front by thirty arpents in depth, starting in front at the said River des Envies, ending in depth at unconceded lots ; bounded on the south west side by François Xavier Francoeur, son of Isidore, and on the north east side by Gilbert Veillet—with a house and outbuilding thereon erected, circumstances and dependences ; which lot is known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint Tite, as number five hundred and forty (540), and part of number five hundred and thirty-nine (539).

Notice is hereby given that the sale of the lot seized in this cause, which should have taken place on the ninth day of August last (1899), will take place at the church door of the parish of Saint-Severin, at TEN of the clock in the forenoon, on

le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 novembre 1899. 4181
[Première publication, 25 novembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois Rivières, à savoir :) DAME MALVINA
No 73.) BRIEN dit DES-
ROSIERS, Demanderesse ; contre CHARLES
JOSEPH MARCHILDON, Défendeur ; et Boisclair & Marchildon, Distrayants ; et Octave Chandonnet, Opposant ; et les dits Boisclair & Marchildon, Distrayants contestants.

Comme appartenant au dit opposant Octave Chandonnet, l'immeuble suivant :

Un terrain situé sur le front des terres de la première concession de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, connu et désigné sous le numéro trente-sept (37), du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets, du contenu de cinquante pieds de front, plus ou moins, sur cinquante pieds, plus ou moins, de profondeur — avec bâtisses dessus érigées ; à la charge par l'acquéreur adjudicataire de laisser jouir Dame Elise Dionne, veuve de feu Moïse Chandonnet, pour elle seule et sans qu'elle en puisse faire cession à personne, de la moitié indivise du dit terrain, de la maison et de toutes les autres bâtisses sur le dit lot, et ce sa vie durant, suivant acte de donation consenti par Moïse Chandonnet au dit Octave Chandonnet, le 1er août 1891, devant J. A. Blondin, éc., notaire.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, ce VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 novembre 1899. 4179
[Première publication, 25 novembre 1899.]

Trois-Rivières, à savoir :) JOSEPH ANTOINE
No 428.) VANDAL, Deman-
deur ; vs. HORACE DESSUREAULT, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Séverin, contenant quarante pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, faisant partie du lot de terre désigné par le numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas ; borné en front par la route de la Côte Saint-Louis, en profondeur, et à l'est au résidu du dit lot No 234, et du côté ouest par Olivier Désy—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 31 octobre 1899. 3837
[Première publication, 4 novembre 1899.]

Trois-Rivières, à savoir :) CYPRIEN PELLE-
No 396.) TIER, Demandeur ;
vs. OLIVA PELLERIN, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le sixième rang, connu et désigné sous le numéro vingt-neuf (29), des plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Wenceslas—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

the NINETEENTH day of DECEMBER next. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd November, 1899. 4182
[First published, 25th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit :) DAME MALVINA
No. 73.) BRIEN dit DES-
SIERS, Plaintiff ; against CHARLES JOSEPH
MARCHILDON, Defendant ; and Boisclair & Marchildon, Distracting ; and Octave Chandonnet, Opposant ; and the said Boisclair & Marchildon, Distracting ; Contesting parties.

As belonging to the said opposant Octave Chandonnet, the following immovable :

A land situate at the upper end (haut) of the lands of the first concession of the parish of Saint Pierre les Becquets, known and described as number thirty-seven (37), of the registration cadastre of the county of Nicolet for the said parish of Saint Pierre les Becquets, containing fifty feet in front, more or less, by fifty feet, more or less, in depth—with buildings thereon erected ; subject to the charge upon the purchaser of allowing Dame Elise Dionne, widow of Moïse Chandonnet, to enjoy for herself alone and without power to transfer it to any person, the undivided half of the said lot, of the house and of the buildings on the said lot, and this for her lifetime, by deed of gift passed by Moïse Chandonnet to the said Octave Chandonnet, on the 1st of August, 1891, before J. A. Blondin, esq., notary.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd November, 1899. 4180
[First published, 25th November, 1899.]

Three Rivers, to wit :) JOSEPH ANTOINE
No. 428.) VANDAL, Plaintiff ;
vs HORACE DESSUREAULT, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Severin, containing forty feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less forming part of the lot of land known and described as number two hundred and thirty-four (234), of the cadastre of the parish of Saint Stanislas ; bounded in front by the road of the Côte Saint Louis, in rear and on the east by the residue of the said lot No. 234, and on the west side by Olivier Désy—with house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Severin, on the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 31st October, 1899: 3838
[First published, 4th November, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Three Rivers, to wit :) CYPRIEN PELLE-
No. 396.) TIER, Plaintiff ; vs.
OLIVA PELLERIN, Defendant.

A lot of land situate in the sixth range of the parish of Saint Wenceslas, known and described as being number twenty-nine (29), of the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Wenceslas—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish

paroisse de Saint-Wenceslas, le SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières 31 octobre 1899. 3835
[Première publication, 4 novembre 1899.]

of Saint Wenceslas, on the SEVENTH day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 31st October, 1899. 3836
[First published, 4th November, 1899.]

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par ordre en conseil du 23 novembre dernier (1899), de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Berthier, Saint-Norbert.—M. Pierre Boucher, en remplacement de M. Moïse Aubin, dont le terme d'office est expiré.

Huntingdon, Hinchinbrooke.—M. Henry Rennie, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Rimouski, paroisse de Rimouski.—Le Rév. M. P. J. Saucier, en remplacement du Rév. M. D. Vézina, qui a quitté la municipalité. 4201

Avis du Gouvernement

No 2401.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 23 novembre courant (1899), 1° De détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse, comté de Joliette, les lots suivants, savoir : 12c, 13a, 13b, 13c, 14a et 14b, (1er rang, Augmentation de Kildare).

2° De détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise de Kildare, dans le même comté, les lots suivants, savoir : 559, 560, 561, 562, 563 et 564 (XIIe rang du canton de Kildare), et d'annexer les lots susdits à la municipalité scolaire de Sainte Béatrix, dans le même comté, pour les fins scolaires.

Ce changement de limites ne devant prendre effet que le 1er juillet 1900. 4199

No 1986.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Rectification de limites d'une municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 23 novembre courant, 1899, d'annexer à la municipalité scolaire de "Sayabec," comté de Matane, tout le territoire compris dans la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, qui ne fait pas actuellement partie de la dite municipalité scolaire. Ce changement de limites ne devra prendre effet que le 1er juillet 1900. 4197

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 7 novembre 1899.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Sainte-Agathe

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by order in council, on the 23rd of November instant (1899), to make the following appointments, to wit :

School Commissioners.

Berthier, Saint-Norbert.—Mr. Pierre Boucher, to replace Mr. Moïse Aubin, whose term of office has expired.

Huntingdon, Hinchinbrooke.—Mr. Henry Rennie, continued in office, his term having expired.

Rimouski, parish of Rimouski.—The Revd. Mr. P. J. Saucier, to replace the Revd. Mr. D. Vézina, who has left the municipality. 4202

Government Notice

No. 24 4.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of November instant (1899), 1. To detach from the school municipality of Saint Alphonse, county of Joliette, the following lots, namely : 12c, 13a, 13b, 13c, 14a and 14b, (1st range, Gore of Kildare).

2. To detach from the school municipality of Saint Ambroise de Kildare, in the same county, the following lots, namely : 559, 560, 561, 562, 563 and 564 (XIIth range of the township of Kildare), and to annex the said lots to the school municipality of Sainte Beatrix, in the same county, for school purposes.

This change of limits is to take effect only on the 1st of July, 1900. 4200

No. 1986.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Rectification limits of school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, by order in council, dated the 23rd instant, 1899, to annex to the school municipality of "Sayabec," county of Matane, all the territory comprised in the parish of Sainte Marie de Sayabec, which does not actually form part of the said school municipality. This change of limits is to take effect only on the 1st of July, 1900. 4198

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 7th November, 1899.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant-governor in council, by the municipality of the parish of Sainte Agathe des

des Monts, comté de Terrebonne, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

3037

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-deuxième jour de novembre 1899, incorporant l'honorable Henri Gédéon Malhiot, juge de la cour supérieure, en retraite, l'honorable François-Xavier Ovide Méthot, conseiller législatif, le révérend Philippe Antonio Guin, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, Damase Eusèbe Archambault, médecin, Téléphore Jean Demers, marchand, Geoffroy Lebœuf, Alfred Spénard, Tréfilé Demers, ces trois derniers agriculteurs et agronomes, tous demeurant en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, dans le district des Trois-Rivières, et tous sujets de Sa Majesté, dans les buts suivants, à savoir :

De fabriquer des conserves alimentaires de toutes sortes.

De fabriquer de la fécula, de l'amidon et de l'empois.

D'acheter toutes substances, objets, matières et choses nécessaires aux dites fabrications, les vendre et en disposer, et en faire le commerce, vendre les objets manufacturés par la dite compagnie, acheter des conserves alimentaires de toutes sortes, de la fécula, de l'amidon et de l'empois et d'en faire le commerce.

De fabriquer les boîtes, caisses et instruments, outils et outillages nécessaires et requis pour les dites fabrications, en acheter, les vendre et en faire le commerce.

De construire et acquérir les bâties nécessaires pour les fins de la dite compagnie, et d'acquérir les terrains requis pour les dites fins, sous le nom de "Compagnie de conserves alimentaires les Becquets" "Becquets canning company," avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents actions (200) de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-troisième jour de novembre 1899.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire Provincial.

4219

Avis Divers

AVIS

Dame Philomène Descoteaux, de la cité des Trois-Rivières, a institué en cour supérieure, du district des Trois-Rivières, une action en séparation de biens contre William Morin, son mari, entrepreneur, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 23 novembre 1899. 4213

Avis de Faillites

Dans l'affaire de Polley & Scott, de Québec,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans

Monts, in the county of Terrebonne, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

3938

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November instant (1899), incorporating the Honorable Henri Gédéon Malhiot, retired judge of the superior court, honorable François-Xavier Ovide Méthot, legislative councillor, reverend Philippe Antonio Guin, parish priest, of Saint Pierre les Becquets, Damase Eusèbe Archambault, physician, Téléphore Jean Demers, merchant, Geoffroy Lebœuf, Alfred Spénard, Tréfilé Demers, the three latter being farmers and agronomists, all residing in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the district of Three Rivers, all subjects of Her Majesty, for the following purposes, to wit :

To can foods of all kinds.

To manufacture, starches of various kinds.

To purchase all substances, articles, materials and things necessary for the said manufactures, to sell and dispose of the same and trade therein, to sell the articles manufactured by the said company, to purchase canned foods of all kinds and starches of all kinds and to trade therein.

To manufacture the boxes, cases, instruments, tools and plant necessary and required for such manufactures, to purchase, sell and trade in the same.

To build and acquire the buildings necessary for the purposes of the said company, and to acquire the lands necessary for the said purposes under the corporate name of "Compagnie de conserves alimentaires les Becquets," "The Becquets canning company," with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-third day of November, 1899.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

4220

Miscellaneous Notices

NOTICE

Dame Philomène Descoteaux, of the city of Three Rivers, has instituted in superior court, of district of Three Rivers, an action for separation as to property against William Morin, her husband, contractor, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 23rd November, 1899. 4214

Bankrupt Notices

In the matter of Polley & Scott, Quebec,
Insolvents.

Notice is hereby given that the second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and

cette affaire, les dits dividendes (10 $\frac{1}{2}$ %) seront payables dans mon bureau, le 11^e jour de décembre prochain.

D. ARCAND,
Curateur.
4205

Québec, 25 novembre 1899.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1857.

Dans l'affaire de Joseph Chandonnet, de Saint-Jean des Chaillons, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge L. B. Caron, en date du dix-huitième jour de novembre 1899, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints en cette affaire.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours du présent avis.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau : No 48, rue Saint-Pierre,
Québec, 24 novembre 1899. 4207

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure de la*
District des Trois-Rivières. } *province de Québec.*

Dans la faillite de Jean Baptiste Boisvert, marchand, de la paroisse de Sainte-Gertrude, comté de Nicolet.

Le dit Jean Baptiste Boisvert, ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 21 novembre 1899, avis est par les présentes donné à ses créanciers d'être présent au bureau du protonotaire du dit district, le 30 novembre 1899, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un curateur et des inspecteurs.

L. H. COLLARD,
Député protonotaire, C. S.

Montréal, 23 novembre 1899. 4211

Province de Québec, }
District de Joliette. }

Dans l'affaire de Archambault & Marsan, L'Assomption, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 décembre 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

JOS. DUHAMEL,
Curateur.

L'Assomption, 22 novembre 1899. 4217

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 200.

Dans l'affaire de Jules Martel, de Fraserville, embouteilleur de bière et commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Ernest Cimon, en date du quatorzième jour de novembre 1899, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints en cette affaire.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours du présent avis.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau : 48 rue Saint-Pierre.
Québec, 24 novembre 1899. 4209

that said dividend (10 $\frac{1}{2}$ %) will be payable at my office, on the 11th of December next.

D. ARCAND,
Curator.
4206

Quebec, 25th November, 1899.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1857.

In the matter of Joseph Chandonnet, of Saint Jean des Chaillons, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Honorable judge L. B. Caron, dated the eighteenth day of November, 1899, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Joint curators.

Office : 48, Saint-Peter street,
Quebec, 24th November, 1899. 4208

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court of the*
District of Three Rivers. } *province of Quebec.*

In the matter of Jean Baptiste Boisvert, merchant, of the parish of Sainte Gertrude, county of Nicolet.

The said Jean Baptiste Boisvert, having made an assignment of his property for the benefit of his creditors, on the 21st of November, 1899, notice is hereby given to his creditors to be present at the office of the prothonotary of the said district, on the 30th of November, 1899, at 10 of the clock in the forenoon, to give their advice touching the appointment of a curator and inspectors.

L. H. COLLARD,
Deputy prothonotary, S. C.

Montreal, 23rd November, 1899. 4212

Province of Quebec, }
District of Joliette. }

In the matter of Archambault & Marsan, L'Assomption, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th December, 1899, after which date this dividend will be payable at my office.

JOS. DUHAMEL,
Curator.

L'Assomption, 22nd November, 1899. 4218

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 200.

In the matter of Jules Martel, of Fraserville, beer bottler and merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the honorable judge Ernest Cimon, dated the fourteenth day of November, 1899, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, within a delay of thirty days from date.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Joint curators.

Office : 48, Saint Peter street,
Quebec, 24th November, 1899. 4210

Dans l'affaire de W. H. Polley & Co., de Québec, Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, les dits dividendes (8%) seront payables dans mon bureau, le 11e jour de décembre prochain.

D. ARCAND,
Curateur.
4203

Québec, 25 novembre 1899.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 47

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—Annexer à Sayabec partie de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, 2151 ; Annexer à Sainte-Béatrix divers lots de Saint-Ambroise de Kildare et Saint-Alphonse, 2151.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 2113.

AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Independent Order of Oddfellows, 2128.

BILLS PRIVÉS, P. F. :—Avis au sujet des :—Chambres des Communes, 2120 ; Sénat, 2119 ; Sénat et Chambre des Communes, 2118.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 2121 ; Conseil législatif, 2120.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Cité des Trois-Rivières, 2124 ; Corporation de la paroisse de la Longue Pointe, 2124 ; Héritiers de E. Prud'homme, 2125 ; David Ogilvy, 2127 ; La Cie de Pulpe des Laurentides, 2127 ; Ladies Branch of the Quebec City Mission, 2127 ; Lecavalier et vir, 2127 ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, 2125 ; Les Alex. Boisvert, 2126 ; Paroisse de la Visitation de la B. V. M., 2124 ; Société du Crédit Foncier Franco-Canadien, 2126 ; Syndics de la paroisse de Saint-George, 2125 ; The Congregation of Roumanian Jews, 2127 ; The Montreal Day Nursery, 2125 ; The Young Men's Hebrew Benevolent Society, 2126 ; Village de Beaurivage de la Longue Pointe, 2123 ; Ville de Joliette, 2125 ; Ville de Joliette, 2127 ; Ville de Saint-Laurent, 2123 ; Ville de Saint-Paul, 2126.

DESTITUTION :—Chambre des notaires :—Arthur Fiset, 2134.

ERRATUM :—J. H. Chapman au lieu de J. A. Chapman, 2123.

FAILLIS :—Archambault & Marsan, 2153 ; Baril, 2135 ; Boisvert, 2153 ; Chandonnet, 2153 ; Dme O'Heir, 2135 ; Fair, 2135 ; Frenette, 2135 ; Gagnon, 2135 ; Hall, 2134 ; Martel, 2153 ; McLarty, 2134 ; Polley & Co, 2154 ; Polley & Scott, 2152.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Canadian Cash Stamp Coy, 2132 ; Canadian Food Supply Coy, 2131 ; The Wire and Cable Coy Limited, 2132 ; The Tetrault Shoe Coy, 2133.

In the matter of W. H. Polley & Co., Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and that said dividend (8%) will be payable at my office, on the 11th of December next.

D. ARCAND,
Curator.
4204

Quebec, 25th November, 1899.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

MUNICIPALITIES ANNEXED :—To annex to Sayabec part of the parish of Sainte Marie de Sayabec, 2151 ; To annex to Sainte Beatrix several lots of Saint Ambroise de Kildare and Saint Alphonse, 2151.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c, 2113.

AUTHORIZED TO CARRY ON BUSINESS :—Independent Order of Oddfellows, 2128.

PRIVATE BILLS, P. F. :—Notice respecting the :—House of Commons, 2120 ; Senate, 2119 ; Senate and House of Commons, 2118.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 2121 ; Legislative Council, 2120.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—City of Three Rivers, 2124 ; Corporation of the parish of la Longue Pointe, 2124 ; Heirs of E. Prud'homme, 2125 ; David Ogilvy, 2127 ; Laurentides Pulp Coy, 2127 ; Ladies Branch of the Quebec City Mission, 2127 ; Lecavalier et vir, 2127 ; The curé and church-wardens de l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Paul of Montreal, 2125 ; Les Alex. Boisvert, 2126 ; Parish of la Visitation de la B. V. M., 2124 ; Société du Crédit Foncier Franco-Canadien, 2126 ; Trustees of the parish of Saint George, 2125 ; The Congregation of Roumanian Jews, 2127 ; The Montreal Day Nursery, 2125 ; The Young Men's Hebrew Benevolent Society, 2126 ; Village of Beaurivage de la Longue Pointe, 2123 ; Town of Joliette, 2125 ; Town of Joliette, 2127 ; Town of Saint Laurent, 2123 ; Town of Saint Paul, 2126.

DESTITUTION :—Board of notaries :—Arthur Fiset, 2134.

ERRATUM :—J. H. Chapman instead of J. A. Chapman, 2123.

INSOLVENTS :—Archambault & Marsan, 2153 ; Baril, 2135 ; Boisvert, 2153 ; Chandonnet, 2153 ; Dme O'Heir, 2135 ; Fair, 2135 ; Frenette, 2135 ; Gagnon, 2135 ; Hall, 2134 ; Martel, 2153 ; McLarty, 2134 ; Polley & Co, 2154 ; Polley & Scott, 2152.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Canadian Cash Stamp Coy, 2132 ; Canadian Food Supply Coy, 2131 ; The Wire and Cable Coy Limited, 2132 ; The Tetrault Shoe Coy, 2133.

LETTERS PATENTES ÉMISSES :—Charles E. Frosst & Co, 2115 ; Cie des conserves alimentaires les Becquets, 2152.

LICITATION :—Dme Lapierre vs Bleau *et al*, 2136.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De Antoine Lefebvre à Adhémair Jeannotte, 2118 ; De Frs de Sales Octave Turcotte à Joseph Napoléon Legault, 2118 ; De J. E. M. Desrochers à J. A. Authier, 2118.

MUNICIPALITÉ :—Publication dans une seule langue :—demande de :—Sainte-Agathe des Monts, 2151.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer :—Divers lots de Saint-Pacome, Kam., à N. D. du Mont Carmel, 2116.

NOMINATIONS :—*Commissaires d'écoles* :—Huchinbrooke, 2151 ; Rimouski, 2151 ; Saint-Norbert, 2151.

Estimateurs :—Saint-Philémon, Co. Bellechasse, 2113.

PROCLAMATIONS :—Concernant l'armée et la marine de Sa Majesté, 2113 ; Convocation des Chambres *pro formâ*, 2115.

RATIFICATION :—La cité de Saint-Henri vs Dme Côté, 2137.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Beauregard vs Rainville, 2130 ; Bergeron vs Laflamme, 2129 ; Boileau vs Landry, 2128 ; Boivin vs Dusablou, 2129 ; Claude vs Laplante, 2130 ; Descoteaux vs Morin, 2152 ; Filion vs Gosselin, 2130 ; Forest vs Raymond, 2129 ; Girard vs Bastien, 2129 ; Henault vs Richard, 2131 ; Lessard vs Bouchard, 2130 ; Metras vs Mailloux, 2129 ; Mireault vs Deslauriers, 2130 ; Paquette vs Germain, 2131 ; Saint-Onge vs Auger, 2128 ; Schleiffers vs Candlish, 2131 ; Talbot vs Riou, 0000 ; Wallace vs Fairfield, 2131.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Longtin vs Brosseau, 2128 ; Roy vs Daignault, 2130 ; Scally vs Dian, 2129.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Albanel, 2117 ; Armand, 2117 ; Doncaster, 2116 ; Montminy, 2117 ; Turgeon, 2117 ; Wexford, 2117.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

JOLIETTE :—Renaud *et al* vs Robillard, 2138.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Lainé, 2139.

MONTMAGNY :—Vézina, *ex parte*, 2139.

MONTREAL :—Beauchamp vs Dme Duplessis, 2144 ; Dme Perron vs Bourdeau, 2140 ; Dme Rouillard vs Miron, 2142 ; Gilmour vs Prieur, 2142 ; Masson *et al* vs Dme Dompierre, 2145 ; McArthur vs State, 2141 ; Parent, failli, 2143 ; The Birbeck Investment Security and Savings Coy vs Dme Belair, 2144 ; The Dominion Commercial Travellers Association vs Fairbairn, 2142 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Lyman, 2141.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Breen, 2146 ; La cité de Québec vs Hardy, 2147 ; La cité de Québec vs Dme Fraser, 2147 ; La cité de Québec vs La Société de Const action Permanente de Québec, 2146 ; Laroche vs Blanchette, 2146.

LETTERS PATENTS GRANTED :—Charles E. Frosst & Co, 2115 ; Les Becquets Canning Coy, 2125.

LICITATION :—Dme Lapierre vs Bleau *et al*, 2136.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—Of Antoine Lefebvre to Adhémair Jeannotte, 2118 ; Of Frs de Sales Octave Turcotte to Joseph Napoléon Legault, 2118 ; Of J. E. M. Desrochers to J. A. Authier, 2118.

MUNICIPALITY :—Publication in one language only :—application for :—Sainte-Agathe des Monts, 2151.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex :—Several lots of Saint-Pacome, Kam., to N. D. du Mont Carmel, 2116.

APPOINTMENTS :—*School Commissioners* :—Huchinbrooke, 2151 ; Rimouski, 2151 ; Saint-Norbert, 2151.

Valuators :—Saint-Philémon, Co. Bellechasse, 2113.

PROCLAMATIONS :—Respecting Her Majesty's Army and Navy, 2113 ; Parliament convoked *pro formâ*, 2115.

RATIFICATION :—The City of Saint-Henri vs Dme Côté, 2137.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Beauregard vs Rainville, 2130 ; Bergeron vs Laflamme, 2129 ; Boileau vs Landry, 2128 ; Boivin vs Dusablou, 2129 ; Claude vs Laplante, 2130 ; Descoteaux vs Morin, 2152 ; Filion vs Gosselin, 2130 ; Forest vs Raymond, 2129 ; Girard vs Bastien, 2129 ; Henault vs Richard, 2131 ; Lessard vs Bouchard, 2130 ; Metras vs Mailloux, 2129 ; Mireault vs Deslauriers, 2130 ; Paquette vs Germain, 2131 ; Schleiffers vs Candlish, 2131 ; Saint-Onge vs Auger, 2128 ; Talbot vs Riou, 0000 ; Wallace vs Fairfield, 2131.

SÉPARATION FROM BED AND BOARD :—Dmes Longtin vs Brosseau, 2128 ; Roy vs Daignault, 2130 ; Scally vs Dian, 2129.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Albanel, 2117 ; Armand, 2117 ; Doncaster, 2116 ; Montminy, 2117 ; Turgeon, 2117 ; Wexford, 2117.

SHERIFF'S SALES

JOLIETTE :—Renaud *et al* vs Robillard, 2138.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Lainé, 2139.

MONTMANY :—Vézina, *ex parte*, 2139.

MONTREAL :—Beauchamp vs Dme Duplessis, 2144 ; Dme Perron vs Bourdeau, 2140 ; Dme Rouillard vs Miron, 2142 ; Gilmour vs Prieur, 2142 ; Masson *et al* vs Dme Dompierre, 2145 ; McArthur vs State, 2141 ; Parent, insolvent, 2143 ; The Birbeck Investment Security and Savings Coy vs Dme Belair, 2144 ; The Dominion Commercial Travellers Association vs Fairbairn, 2142 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Lyman, 2141.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Breen, 2146 ; The city of Quebec vs Hardy, 2147 ; The city of Quebec vs Dme Fraser, 2147 ; The city of Quebec vs Quebec Permanent Building Society, 2146 ; Laroche vs Blanchette, 2146.

SAINT-FRANÇOIS :—Trudeau *et al* vs. Dupuis *et al*, 2147.

SAINT-HYACINTHE :—Eastern Townships Bank vs Ouellette, 2148.

TERREBONNE :—Parent, failli, 2148; Thibaudeau, vs Perreault, 2149.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Desrosiers vs Marchildon, 2150; Pelletier vs Pellerin, 2150; Vandal vs Aycette, 2149; Vandal vs Dessureault, 2150.

SAINT FRANCIS :—Trudeau *et al* vs Dupuis *et al*, 2147.

SAINT HYACINTH :—Eastern Townships Bank vs Ouellette, 2148.

TERREBONNE :—Parent, insolvent, 2148; Thibaudeau vs Perreault, 2149.

THREE RIVERS :—Dme Desrosiers vs Marchildon, 2150; Pelletier vs Pellerin, 2150; Vandal vs Ayotte, 2149; Vandal vs Dessureault, 2150.